

Jean-Luc EINAUDI

LA FERME AMEZIANE

Enquête sur un centre de torture
pendant la guerre d'Algérie



MEDIA-PLUS/ALGERIE

LA FERME AMEZIANE

La torture est la grande et dérangeante question de la guerre d'Algérie.

Sous la Quatrième puis sous la Cinquième République, elle fut pratiquée par des policiers et des militaires français. Ses techniques furent enseignées. Elle fut institutionnalisée, avec ses lieux de détention spécialisés. Elle devint la méthode courante de recherche du renseignement. Inévitablement, cela mena à la barbarie.

Cependant, la France officielle nia son existence, continuant à afficher à la face du monde sa prétention à être le porte-parole des droits de l'homme.

L'auteur a enquêté sur ce qui fut l'un des plus importants et des plus terribles centres de torture que connut l'Algérie : la ferme Améziane, à Constantine.

Un tribunal français a jugé et condamné le gestapiste Klaus Barbie. C'est justice. Mais le commandant de la ferme Améziane ne comparut jamais devant un quelconque tribunal. Il poursuivit, au contraire, sa carrière d'officier dans l'armée française.

Les souffrances et la mort des victimes françaises de Klaus Barbie étaient-elles différentes des souffrances et de la mort des victimes algériennes du commandant Rodier ?

L'auteur a publié également, aux éditions L'Harmattan, Pour l'exemple - L'Affaire Fernand Iveton (Préface de Pierre Vidal-Naquet), 1986.

DU MÊME AUTEUR

Pour l'exemple (L'Affaire Fernand Iveton)
Préface de Pierre-Vidal Naquet. Ed. L'Harmat-
tan, 1986.

LA FERME AMÉZIANE

Jean-Luc EINAUDI

LA FERME AMÉZIANE

Enquête sur un centre
de torture pendant la
guerre d'Algérie

MEDIA-PLUS/ALGERIE

1, Place des Martyrs
Maison de la Culture
- Constantine -
Tél : (04) 93.85.91

DU MÊME AUTEUR

Jean-Luc FINAUDI

Pour l'édition de l'ouvrage, l'auteur a été aidé par
Préface de Pierre-Vidal Naquet, Ed. L'Harmattan,
Paris, 1986.

LA FERME AMÉZIANE

Endiguée sur un centre
de torture pendant la
guerre d'Algérie

MEDIA-PLUS/ALGERIE

© L'Harmattan, 1991
ISBN : 2-7384-0944-X
© Media-Plus/Algérie
1993

« ...et moi, qui désirais de voir
ce qui pouvait être enfermé
dans cette forteresse, aussitôt
que je fus entré, je jetai les
yeux autour de moi, et je vis
de toutes parts une grande
campagne pleine de douleurs
et d'affreux tourments. »

Dante, *La Divine Comédie*

Le 24 septembre
rue de Constantine
Je venais pour
puissent me parler de

Un mois plus tôt, à l'été, je venais
dans la bouche de l'été
J'avais rencontré pour qu'il me fasse part de son
expérience d'avant la guerre d'Algérie
de l'Algérie. Son père, partisan de l'Algérie
française, l'avait envoyé en France pour des
combats algériens jusqu'en 1966. Il était de
mourir au moment de l'Algérie française. Pour
en être venu à parler de la torture.

- Il y avait, près de Constantine, m'avait-il
dit, une ferme qui s'appelait la ferme Améziane.
Dans cette ferme, on torturait. Je le savais.

- Comment l'aviez-vous su ? lui avais-je de-
mandé.

- Par la rumeur d'abord et puis ensuite d'une
manière beaucoup plus directe car un jour j'ai re-
çu un policier qui m'a raconté cette ferme. Il
avait été blessé de coups de bâton et de coups
de fusil. Il m'a raconté que dans cette ferme
il y avait des cellules où les prisonniers étaient
très mal traités. Il m'a dit qu'il y avait des
cellules où les prisonniers étaient très mal traités.

« ...et moi, qui désire de voir
ce qui pouvait être enfermé
dans cette forteresse, aussitôt
que je fus entré, je jetai les
yeux autour de moi, et je vis
de toutes parts une grande
campagne pleine de douleurs
et d'affreux tourments. »

Dante, *La Divine Comédie*

Le 28 septembre 1987, en fin de journée, j'arrivai à Constantine.

Je venais pour y rechercher des témoins qui puissent me parler de la ferme Améziane.

Un mois plus tôt, à Paris, ce nom était venu dans la bouche de l'avocat Robert Binisti que j'avais rencontré pour qu'il me fasse part de son expérience d'avocat à Constantine durant la guerre d'Algérie. Socialiste SFIO, partisan de l'Algérie française, l'avocat avait néanmoins défendu des combattants algériens jusqu'en 1956. Il était demeuré un défenseur de l'Algérie française. Nous en étions venus à parler de la torture.

— Il y avait près de Constantine, m'avait-il dit, une ferme qui s'appelait la ferme Améziane. Dans cette ferme, on torturait. Je le savais.

— Comment l'avez-vous su ? lui avais-je demandé.

— Par la rumeur d'abord et puis ensuite d'une manière beaucoup plus directe car un jour j'ai reçu un policier qui sévissait dans cette ferme. Il avait été inculpé de coups et blessures ayant entraîné une invalidité permanente. Il y avait été trop fort. Il m'avait demandé de le défendre. J'ai

refusé, je ne pouvais pas le défendre. Il m'avait dit : "J'ai interrogé des gens et je ne regrette pas de l'avoir fait. Grâce à moi, on a découvert des filières terroristes, on a arrêté des gens. Je ne comprends pas qu'aujourd'hui on me poursuive".

— Vous m'avez parlé de la rumeur, mais que disait la rumeur ? avais-je encore demandé à l'avocat.

— Que la police, que l'armée pratiquaient des tortures sexuelles, utilisaient l'électricité. D'ailleurs, on retrouvait des traces sur les poignets des gens. Il y avait la torture de la baignoire, les coups surtout, les bastonnades. Mais enfin, avait-il poursuivi, je n'ai jamais entendu dire que cette torture avait atteint le niveau de celles que pratiquaient les Allemands à Paris. Sûrement pas. La plupart du temps, les gens portaient des ecchymoses, ils étaient tabassés... La torture ne se justifiait pas, certainement pas, mais elle s'expliquait par l'horreur des attentats qui étaient commis périodiquement à Constantine... Tout en étant convaincu que la torture n'était pas une pratique nécessaire, je comprenais que, parfois, il y aurait eu d'autres meurtres, d'autres crimes, d'autres attentats si elle n'avait pas été appliquée...

Je me souvenais encore de ce qu'il m'avait dit pour conclure :

— Le problème de la torture on ne peut pas le considérer d'une façon abstraite... je ne voudrais pas que vous portiez sur la torture une vue trop abstraite et que vous en fassiez une critique trop désincarnée, vous comprenez...

Dans la capitale algérienne, une amie m'avait donné une adresse. Kadra Mekidéche, m'avait-elle dit, une ancienne des maquis, pourrait me faire rencontrer des témoins.

Je ne connaissais pas Constantine. En y arrivant, j'aperçus des vestiges de l'ancienne Cirta, la vieille Casbah, le vertigineux ravin du Rhummel. Après la chaleur étouffante d'Alger, j'appréciais la fraîcheur de Constantine.

Le soir même, je rencontrai Zeleïkha Boukadoum et Djamila Guellal. Elles vinrent ensemble. Toutes deux étaient passées à la ferme Améziane. Peu à peu, se complétant l'une l'autre, elles commencèrent à me faire découvrir le lieu des supplices.

Nous sommes en 1959.

Djamila Guellal a vingt ans. Elle est mariée. Son mari et elle appartiennent au FLN. Ils hébergent des fellaghas, comme disent les autorités françaises ; des moudjahidines, comme disent les Algériens.

Un jour, quelqu'un parle. Il est plus de minuit quand des parachutistes viennent les arrêter. Ce sont des bérats noirs. D'autres habitants du quartier sont arrêtés en même temps, comme le voisin, Abdallah Berbouche. Dans la nuit, trois sont emmenés à la ferme Améziane. En arrivant, Djamila Guellal est éblouie par la lumière qui éclaire les lieux. Cette nuit, beaucoup d'arrestations ont été opérées.

Elle est séparée de son mari.

Quelque temps plus tard, on lui dit que tel ou tel a reconnu avoir hébergé des fellaghas. Elle est sûre qu'elle n'était pas au courant. Une dizaine de parachutistes et de policiers l'interrogent. Un officier, de très grande taille, est surnommé « P'tit Nicolas ». Il y a aussi les policiers Muller, Hervieu, El Baz. D'abord, elle est frappée à coups de poing. Elle persiste à nier. Les tortures commencent.

Ses vêtements sont déchirés, elle est nue. Elle qui porte le voile, comme la plupart des femmes, est ainsi exposée aux regards de ces hommes. On lui place des électrodes sur les oreilles, au bout des doigts, à la pointe des seins, sur le sexe. Elle reçoit des décharges électriques.

Puis c'est le supplice de l'échelle. Elle est attachée pieds en haut, tête en bas, à une échelle. Elle est frappée.

Elle nie toujours.

Ainsi passe la première nuit. Cela dure neuf ou dix jours. On la fait assister aux supplices de détenus en lui disant :

— Voilà ce qui t'attend !

On la conduit devant une niche à chien qui ne mesure pas plus de quatre-vingts centimètres de haut et soixante de large. A l'intérieur, il y a un homme. Elle le connaît, il s'appelle Larbi Bouhaghem. Il y est enfermé depuis plusieurs jours, sans boire ni manger. On le fait sortir en le frappant à coups de poing. Djamila Guellal soutient qu'elle ne le connaît pas. L'homme n'est plus capable de parler. Il répond aux questions par de faibles signes de tête. On le remet dans la niche.

Il mourra sous les supplices.

Un jour, elle voit Si Nouar. Il est méconnaissable. Il est torse nu. Il a été brûlé au chalumeau, au visage et sur la poitrine. Il ne parle plus. Il va mourir.

Elle voit un supplicié attaché en croix sur une planche. On lui donne des coups de fouet. « Avoue ! » crient ses bourreaux. Un homme est attaché sur une grande roue, le corps désarticulé.

Elle voit aussi un prisonnier à qui on arrache les dents, l'une après l'autre. « Tu parles ? » lui disent les tortionnaires. Un jour, on fait rentrer dans sa cellule une enfant de treize ans. Elle

vient rejoindre sa mère. Elles sont de la famille Bouchetat. L'enfant a été torturée et violée.

Au milieu de la nuit, Djamila Guellal entend crier :

— Allah ô Akbar !

Comme les autres détenus, elle sait que ceci est l'appel d'un des leurs que l'on fait sortir de sa cellule pour aller le tuer. Il est aux environs d'une heure du matin. Elle tente de reconnaître la victime en regardant à travers les fentes de la porte de la cellule.

Chaque nuit, la même scène se répète. Tout le monde sait que les exécutions se déroulent à quelques kilomètres, dans un lieu appelé Chettaba. Parfois même, les bourreaux n'hésitent pas à dire :

— Parle ou on t'emmène à Chettaba !

A la ferme, la mort est toujours possible. Djamila Guellal s'apprête à mourir à chaque instant. Elle vit avec la mort. Le chef du centre, le Commandant Rodier *, de taille moyenne, les cheveux châains, la peau claire, assiste aux supplices. Il semble y prendre du plaisir. Il ne se sépare jamais d'un nerf de bœuf et il en donne des coups.

Il y a aussi des appelés du contingent qui gardent les détenus. Certains font circuler des messages entre les prisonniers, leur apportent à boire, à manger. La plupart paraissent désapprouver la torture.

Finalement, Djamila Guellal est confrontée avec son mari. Il a été torturé lui aussi.

Avant de la relâcher, on lui fait signer un papier attestant qu'elle a été bien traitée.

* Le Commandant Rodier est capitaine quand il prend la tête du centre. En 1959, il est promu commandant.

le G et elle s'écroule dans
- C'est fini. Allez vers Christa !
A la ferme, elle pense à ses deux enfants et une
infection se déclare. Les médecins militaires est
appelé. Car, bien sûr, il s'agit d'une infection que les
militaires ne peuvent pas soigner.
III
- Il faut l'hospitaliser, conclut le médecin.
Mais elle est revenue en cellule et chaque jour
un infirmier vient lui faire ses piqûres.

Elle est confrontée avec une femme qui est
essais de se cacher le corps avec une couverture,
qui a une blessure à la face, qui saigne, dont les

C'est le 10 août 1959 que Zélékha Bouka-
doum est arrêtée, à minuit. Il y a trois cars de
militaires, une jeep, une traction-avant. Le Com-
mandant Rodier dirige l'opération. On la sépare
de son bébé de neuf mois. Elle est emmenée à la
ferme. Elle y restera un mois et deux jours.

Un jour, en présence du Commandant, elle a
la mâchoire fracturée par les coups. Le sang
s'écoule de sa bouche. Le policier El Baz est là.

- Viens voir ! disent-ils en l'entraînant dans
la buanderie de la ferme. Là, elle voit un homme
nu, très grand, qui hurle, plongé dans l'eau
bouillante de la chaudière. Il est brûlé.

- Si tu ne parles pas, tu vas subir le même
sort que celui-là ! la menace-t-on.

Elle saigne abondamment.

- Emmenez cette chienne ! ordonne le Com-
mandant. Je ne veux pas la voir dans cet état !

On la reconduit dans sa cellule, la cellule F.

Le supplicié qu'elle a vu se trouve dans la cel-
lule G. Dans la nuit, elle l'entend se plaindre fai-
blement puis c'est le silence. Vers deux heures du
matin, voilà des pas. Elle a peur. Elle se dit que
c'est pour elle. Mais ils s'arrêtent devant la cellu-

le G et elle entend dire :

— C'est fini. Allez vers Chettaba !

A la ferme, elle perdra toutes ses dents et une infection se déclarera. Un médecin militaire est appelé. Car, bizarrement, il arrive parfois que les tortionnaires fassent appel à la médecine.

— Il faut l'hospitaliser, conclut le médecin.

Mais elle est remise en cellule et chaque jour un infirmier vient lui faire une piqûre.

Elle est confrontée avec une femme nue qui essaie de se cacher le corps avec une couverture, qui a une blessure à la face, qui saigne, dont les cheveux se dressent sur la tête. Ce n'est qu'au bout d'un moment qu'elle réussit à la reconnaître.

Une fois, elle est emmenée à la douche. Elle y rencontre deux jeunes filles qui pleurent. Elles ont été violées.

Parfois, de la musique est mise pour couvrir les cris des suppliciés. Mais Zéléikha Boukadoum les entend malgré tout et elle se bouche les oreilles car ils lui sont insupportables. Vingt-huit ans plus tard, elle les entendra toujours et certaines nuits elle verra encore le supplicié dans la chaudière.

IV

Elles me parlèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit. D'une voix douce que l'émotion brisait parfois. Comment pouvaient-elles rendre la souffrance par de pauvres mots ? Leur pudeur les conduisit sans doute à taire une partie des faits. Elles en atténuaient la brutalité.

Djamila Guellal me raconta qu'il y avait quelques années de cela, elle avait assisté à un mariage, à proximité de la ferme. Elle était vêtue d'une robe claire. Dans la soirée, elle décida de se rendre à la ferme. Elle n'y était jamais retournée. La nuit était tombée. Quand elle pénétra dans la cour, un vieil homme était là qui vit cette ombre blanche. Il prit peur, croyant avoir vu là un revenant.

Au matin du 29 septembre, je partis à la rencontre d'un autre témoin. Je me présentai devant une petite maison qui embaumait le jasmin en fleurs. Une vieille dame de 84 ans vint m'ouvrir. Elle portait une longue robe aux couleurs vives. C'était M^{me} Guellal, la belle-mère de Djamila. Dans le salon, je remarquai une photo du Président américain John Kennedy serrant la main d'un visiteur. Il s'agissait de son fils.

— J'ai connu tellement de souffrances que je n'ai plus de mémoire, commença-t-elle par me dire. Je ne peux pas vous dire ce que j'ai souffert parce que...

Sa voix se brisa.

Les mots vinrent, peu à peu.

V

1958.

La demeure des Guellal sert de refuge. La mère entretient des contacts avec des médecins, français notamment, récolte des fonds, des médicaments pour le maquis.

Une nuit, alors que tout le monde est en train de dormir, la maison est envahie. Ce sont les militaires français. Ils fouillent partout.

Elle est emmenée. Dès son arrivée à la ferme, le Commandant Rodier vient vers elle et lui dit :

— Le 18 rue Branly, nous allons un peu discuter avec toi ! Donne-moi les noms des médecins que tu as contactés !

Elle dit ne pas connaître de médecins, n'avoir jamais fait quoi que ce soit avec les rebelles.

— Tu reçois des fellaghas chez toi ! accuse-t-il.

Elle persiste.

Le Commandant ordonne qu'elle soit torturée à l'électricité. Des électrodes sont placées sur ses oreilles, ses seins, on l'asperge d'eau, et ce sont les décharges.

— Parle Guellal, parle ! ordonne le Commandant.

Elle ne dit rien. Ce sont des policiers de Cons-

tantine qui lui font subir le supplice.

On la transporte dans une cellule. Chaque jour, on revient la chercher pour de nouvelles séances. A chaque fois, le Commandant est présent.

Sur la porte de sa cellule, une pancarte est accrochée : « Défense de donner à boire et à manger ». D'autres femmes, internées, lui font passer des biscuits sous la porte. Elle tend son mouchoir à un appelé du contingent en le suppliant de bien vouloir le mouiller dans de l'eau.

Et puis un jour, le pire de tous, elle est livrée à Cheriff Tebessi. Le tortionnaire a revêtu l'uniforme de parachutiste. Nue, elle est ligotée sur une sorte de tréteau sur lequel on pose habituellement des morceaux de bois pour les scier. Sa tête pend. Des électrodes sont fixées sur son sexe. Elle est aspergée d'eau. Les décharges électriques sont de plus en plus fortes ; elle les ressent à travers tout le corps. Cinq ou six militaires et policiers présents la frappent, la giflent, lui crachent dessus. Cheriff Tebessi hurle :

— Aujourd'hui, tu vas cracher !

Elle perd totalement connaissance et est traînée vers sa cellule. On l'y jette. A côté, voyant cela à travers la porte de leur cellule, d'autres détenues la croient morte. Elle n'en est sans doute pas bien loin.

Qu'est-ce qui fait que l'on vous achève ou que l'on vous soigne après vous avoir conduit aux frontières de la mort ? Le lendemain, un médecin vient. Etrange médecin qui, la voyant toute bleue, dit :

— Mais qu'est-ce que vous vous êtes fait, vous êtes tombée ?

Le policier présent confirme. Elle est tombée et ne s'en souvient plus.

Avant de quitter la ferme au bout de huit jours, on lui fait signer un papier. Elle y reconnaît avoir été bien traitée.

Elle est transférée au centre de transit du Hamma puis au camp d'internement de Beni-Messous.

VI

En début d'après-midi, je décidai d'aller voir ce qui restait de la ferme Améziane. Je pris un taxi devant l'hôtel Cirta. Quand je dis au chauffeur : « A la ferme Améziane, s'il vous plaît », je compris que le lieu était bien connu des Constantinnois.

Elle se trouvait aux abords immédiats de la ville. Quand nous y arrivâmes, je demandai au taxi de m'attendre. A droite, il y avait une limonaderie. Je me dirigeai vers l'entrée. Quelqu'un vint vers moi. L'homme pouvait avoir trente-cinq ans. Je lui expliquai le but de ma visite. Je souhaitais voir ce qui demeurerait de la ferme. Mon interlocuteur était le patron de la petite entreprise. Il me dit son nom : Abdelatif Améziane. C'était le fils de l'ancien propriétaire de la ferme, Mouloud Améziane. Il me fit asseoir dans le local qui servait de bureau. Il me raconta l'histoire de son père et les circonstances de l'arrestation de Malek Maz, le gérant de la ferme.

Il était alors enfant, c'était en 1958. Un jour, Malek Maz vint le chercher à l'école, l'institution Sainte-Jeanne d'Arc. Sur le chemin du retour, le gérant s'arrêta pour aller chez un marchand de

chaussures. L'enfant l'attendit dans la voiture, une « Simca Châtelaine ». Il vit deux hommes vêtus de manteaux l'aborder et l'emmener. Il attendit. Malek Maz disparut à jamais.

Quelques jours après, ce fut son père que l'on arrêta et tortura. Pendant plusieurs jours, on enferma le père d'Abdelatif dans la niche du chien « Athos ». La ferme était alors réquisitionnée par les militaires. A l'extérieur, il voyait passer des camions avec des prisonniers à bord. Des bérets rouges gardaient l'entrée de la ferme.

Tandis que nous parlions, un vieil homme, un voisin, arriva. Il parlait en arabe. Abdelatif Améziane traduisit. L'homme avait passé treize jours à la ferme. Quand je lui demandai ce qu'il y avait subi, il souleva sa chemise et me montra ses côtes déformées à la suite des coups reçus, les traces de brûlures de cigarettes.

Puis, Abdelatif Améziane me conduisit vers la ferme. Des bâtiments qui me parurent anodins. La banalité. Qui pourrait supposer, me dis-je, que de ce lieu s'élevèrent tant de cris de douleur ? Une fois de plus, je m'étonnai de cette façon qu'a le temps d'effacer la souffrance des hommes, comme si jamais elle n'avait existé. Pour peu que les hommes veuillent effacer la mémoire et rien n'aura jamais existé.

Mon guide me décrivit à quoi servirent les lieux. A gauche, en entrant, il y avait une niche à chien. On y enfermait des suppliciés. Sur la droite, il y avait d'abord des bureaux puis d'anciennes écuries transformées en cellules. Dans le prolongement du même bâtiment, les lieux de divertissement des militaires : le bar et la salle de cinéma. Le petit bar était toujours là ; la cabine de projection ; l'emplacement des haut-parleurs.

Au centre de la ferme, une villa d'un étage. Le

Commandant Rodier habitait au premier. Juste au-dessus de la salle de tortures qui occupait le rez-de-chaussée. Chaque matin, des prisonniers devaient hisser les couleurs sur le mât à l'angle de la villa. Sur l'aile gauche de la ferme, d'autres cellules faites dans d'anciennes écuries et étables. Elles pouvaient contenir environ quatre cents personnes. Elles côtoyaient le mess des officiers sur les murs duquel on voyait encore d'anciennes décorations.

La ferme dominait de vastes étendues qui, autrefois, étaient les terres du domaine Améziane. Elles furent transformées en zone interdite. Des miradors se dressaient. Du doigt, Abdelatif Améziane me montra, à quelques kilomètres, une région boisée et me dit que cela s'appelait Chettaba. Là où on exécutait.

Abdelatif Améziane faisait effectuer des travaux dans la ferme. Il avait quand même gardé deux portes de cellules en fer, avec leurs guichets, pour qu'on n'oublie pas.

Dans une salle où on torturait, il y avait maintenant des sculptures en plâtre.

Quand nous nous quittâmes, il me donna l'adresse de son père qui vivait en France.

Le taxi m'attendait.

VII

A dix-huit heures, j'avais rendez-vous avec Saïd Abderahim. Il était tailleur dans une petite rue de Constantine. C'est là, dans son atelier, que je le rencontrai. Saïd Abderahim avait été autrefois un tailleur réputé de la ville. Plusieurs de ses anciens apprentis, Juifs de Constantine pour la plupart, s'étaient installés à Paris.

Il me parla d'abord difficilement.

— Je n'ai jamais voulu parler de cette histoire, me dit-il.

Il en gardait un tremblement des mains qu'aucun traitement n'avait pu guérir.

Tandis qu'il me parlait, j'inscrivis son histoire sur les pages d'un petit carnet.

VIII

— Le Commandant Rodier veut te voir ! lui disent-ils.

Ils l'emmenent d'abord à la Place des Chameaux, dans les douches Bel Kalalia. Là, les gardes mobiles interrogent et malmènent les gens. Lui, on ne le frappe pas. On lui met les menottes. On le fait monter dans une jeep. Deux gardes mobiles sont à l'arrière, le chauffeur et un sergent-chef à l'avant.

— J'ignore qui sont ces gens, leur dit-il.

Les policiers se regardent entre eux. Peut-être se demandent-ils comment réagir. C'est un commerçant très connu. Il ne reçoit aucun coup. On l'emmène dans une cellule. Il va y passer vingt jours, à l'isolement. Puis un matin on l'appelle.

Quelqu'un a parlé. On le fait se déshabiller à côté d'une baignoire pleine d'urine et d'excréments. On lui plonge la tête sous l'eau jusqu'à ce qu'il suffoque. Puis, toujours nu, quatre policiers le torturent à l'électricité, le frappent.

Quand, une semaine après, on le transfère dans une salle où il trouve une douzaine de co-détenus, il est couvert de marques de brûlures.

Dans cette salle, il arrive que des hommes presque mourants les rejoignent. Ils les réchauffent et les soignent comme ils peuvent.

C'est l'hiver.

Un jour, un militaire ouvre la porte et crie :

— Préparez-vous !

Le tailleur pense que c'est sans doute pour partir en prison mais le militaire ajoute :

— Déshabillez-vous, vous allez prendre la douche !

On les fait se mettre nus dans la cour. Il fait froid, il pleut. Avec des tuyaux, on les arrose puis on les laisse ainsi, grelottants, dans le froid. Quand ils regagnent leurs cellules, ils ont de la fièvre. Le lendemain, pour l'appel, le tailleur ne peut plus se lever.

Ces mêmes jours, un attentat a lieu au Casino de Constantine. Des centaines de personnes sont raflées et conduites à la ferme. Dans les cellules, on prend des otages.

C'est jour de carême. Il fait très mauvais temps. Vers minuit, des militaires pénètrent dans la cellule de Saïd Abderahim et frappent les détenus à coups de crosse. Puis les gendarmes s'emparent de « Mohamed le Grand ». Celui que l'on surnomme ainsi a passé des jours dans la niche aux chiens.

Une heure ou deux après, comme cela se produit souvent, Saïd Abderahim entend des rafales

d'armes automatiques.

Au matin, Mohamed le Grand n'est toujours pas revenu parmi ses compagnons.

Vers huit heures, dans chaque cellule on appelle des détenus. Ils doivent évacuer une dizaine de cadavres amassés dans une cellule. Parmi eux, il y a « Mohamed le Grand ». Les prisonniers reçoivent l'ordre de les aligner dans la cour.

A travers les interstices de la porte de leur cellule, le tailleur et ses compagnons voient les corps alignés. Les cadavres sont revêtus de tenues militaires. Ils sont officiellement devenus des fellaghas tués au maquis. Des photos sont prises pour la presse. Puis les corps sont chargés sur un camion et emmenés on ne sait où.

Deux corps n'ont pas été exposés. Ils sont trop connus à Constantine. Djellouat Ahmed était un spécialiste de la radio. Chadi Abdellah était un important commerçant en limonade.

Où disparaissent les cadavres ? On dit que, la nuit, des corps sont broyés à la plâtrerie de Constantine, à Sidi-Slimane.

Dans l'horreur, il faut trouver une lueur d'espoir. Par hasard, Saïd Abderahim a pu garder cent francs au fond d'une poche. Au moment du carême, il demande à un soldat de bien vouloir lui acheter un kilo de sucre. Le militaire lui en fait cadeau. Durant la nuit, le tailleur et ses compagnons mangent le sucre.

Fin mars 1959, au bout de deux mois, Saïd Abderahim quitte la ferme.

IX

Le 30 septembre était un mercredi. J'avais rendez-vous à 9 heures avec Larbi Ben Meliek. Je me rendis à son magasin de vêtements pour enfants. Un homme d'environ quarante-cinq ans, avec une petite moustache, vint vers moi. Autour de nous, des layettes, des pyjamas, des combinaisons, des vestes, des pantalons.

Nous montâmes au premier étage. Là, je sortis un magnétophone. La cassette commença à tourner.

Le 30 septembre était un mercredi. J'avais
tendu vers 5 heures avec Larbi Ben Meliek. Je
me rendis à son appartement de vêtements pour en-
tendre la femme. J'avais apporté des vêtements pour
avec une petite robe. J'avais apporté un veston. J'avais
de mon, des laveries, des papiers, des vêtements.
sous des vestes, des pantalons.
Nous sommes au premier étage. La femme
est au téléphone. La casserole commence à
bouillir.

enlèvement le lendemain.
— Qu'est-ce que tu fais ?
— Je ne sais rien, je suis innocent.
Il le reconnaît. Les deux autres dans la bou-
che, celle aux narines. Il souffle. Les deux autres
dans observe. Larbi Ben Meliek lève les doigts.
Et sa reconnaissance jusqu'à ce qu'il s'évanouisse.
Goutte la torture. Il s'écroule de fatigue. Il n'est
pas responsable.

On le conduit dans une cellule vers cinq heures
du matin. Les supérieurs de l'État se réposent trois
jours de suite. La nuit, de sa cellule, il entend

Il est environ minuit, une nuit de 1960, quand
la porte de la maison des Ben Meliek est enfon-
cée par des militaires et des policiers. Le Com-
mandant Rodier est présent ainsi que l'inspecteur
principal Bidal. Ils recherchent quelqu'un et pen-
sent que Larbi est le seul à pouvoir les rensei-
gner. En fait, il ne sait rien.

— Tu sais où il est ! lui disent-ils. Tu ne veux
pas le dire !

Se tournant vers le Commandant, l'inspecteur
principal interroge :

— Mon Commandant ?

Sans hésiter, l'officier décide :

— A la casserole ! s'exclame-t-il.

Larbi Ben Meliek est conduit à la ferme. Là,
on le déshabille. Le Commandant donne les or-
dres aux policiers Bidal et Fromentin ainsi qu'à
Cheriff Meskaldji. On lui lie les mains et les
pieds et on lui applique un chiffon sur la bouche
et le nez. On lui verse dans la bouche de l'eau sa-
le. Il étouffe. Ils lui ont dit :

— Quand tu seras décidé à parler, tu lèveras
l'index.

Il dresse les doigts de ses mains ligotées. Ils

enlèvent le tissu.

— Qu'est-ce que tu sais ?

— Je ne sais rien, je suis innocent...

Ils recommencent. Le tissu rentre dans la bouche, colle aux narines. Il suffoque. Le Commandant observe. Larbi Ben Meliek lève les doigts. Et ça recommence jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Sous la torture, il s'accuse de faits dont il n'est pas responsable.

On le conduit dans une cellule vers cinq heures du matin. Le supplice de l'eau se répète trois jours de suite. La nuit, de sa cellule, il entend des cris, des plaintes. Des suppliciés sont ramenés à leurs cellules en étant traînés sur le sol.

Au bout de trois jours, les supplices cessent. Ils ont compris qu'il ne sait rien. Et puis, surtout, à l'extérieur, son père a agi. Il s'est rendu au domicile de l'Inspecteur principal Bidal et lui a offert de coûteux cadeaux.

Au bout de vingt jours, Larbi Ben Meliek est libéré.

XI

On avait prévenu Ali Zerata de ma présence. Il nous rejoignit dans le magasin de vêtements pour enfants. Il avait une courte barbe et était vêtu d'un bleu de travail. Il parla d'une voix calme et triste. A aucun moment il n'évoqua ce que m'avait dit Larbi Ben Meliek : on lui avait écrasé les testicules.

Bidal, Fromentin, Berger, Georges torturent com-
me ils le faisaient déjà avant au Commissariat
central de Constantine. Un jour, il voit le proprié-
taire de la ferme, Monoud Améziane, prisonnier
lui aussi, attaché à la place d'une vache.

Chaque jour, il voit des gens. Certains
sont libérés, d'autres non. Le 14 juillet 1958, des
camions viennent chercher des prisonniers.

— Préparez-vous, leur dit-on, on va vous libé-
rer.

Quelques-uns seront effectivement relâchés
mais les autres disparaîtront à jamais.

Ali Zerata est arrêté au printemps 1958 lors
de grandes rafles qui ont lieu à Constantine. Des
milliers de personnes sont internées sur l'ancien
stade municipal, sous la garde de bérêts rouges
et de civils en tenue militaire. On torture dans
les vestiaires. N'importe qui finit par parler, don-
ner des noms. On dit n'importe quoi pour en finir
avec les supplices. Ensuite des gens sont arrêtés
qui, souvent, n'ont rien fait. Attachés aux arbres,
des prisonniers reçoivent des décharges électri-
ques. D'autres sont brûlés avec des cigarettes,
frappés avec des tuyaux en caoutchouc, des cros-
ses, des matraques, mordus par des chiens, sou-
mis au supplice de l'eau.

Des camions emportent des prisonniers que
l'on ne revoit plus. Ali Zerata ne peut plus mar-
cher.

Quand il est transféré à la ferme, il n'y a pas
encore de prisonniers. Il fait partie des premiers
occupants. On leur fait aménager des cellules.

Les tortures qu'il a subies au stade continuent
ici. Les coups font partie du quotidien. Des déte-
nus sont attachés sur des lits de camp en fer et
subissent le supplice de l'électricité. Les policiers

Bidal, Fromentin, Berger, Georges torturent comme ils le faisaient déjà avant au Commissariat central de Constantine. Un jour, il voit le propriétaire de la ferme, Mouloud Améziane, prisonnier lui aussi, attaché à la place d'une vache.

Chaque jour, il voit partir des gens. Certains sont libérés, d'autres tués. Le 14 juillet 1958, des camions viennent chercher des prisonniers.

— Préparez-vous, leur dit-on, on va vous libérer.

Quelques-uns seront effectivement relâchés mais les autres disparaîtront à jamais.

C'est au mois d'août 1958 qu'Ali Zerata quitte la ferme.

Nous n'étions pas attendus. Un vieil homme, un
torturé sur la tête, s'efforçait à descendre le stade
du quartier. Nous nous approchâmes. C'était lui
le survivant. Il ne parlait pas français. On lui ex-
pliqua le but de nos visites. Le vieil homme com-
mença à parler sur le ton de la boutade. Je m'é-
loignai.

XIII

Larbi Ben Meliek m'avait parlé d'un homme qui, conduit à Chettaba, avec d'autres, pour y être abattu, survécut.

Je désirai voir le rescapé.

Il s'appelait Hachemi Zitouni.

Dans l'après-midi, nous partîmes en voiture dans la banlieue de Constantine, avec l'espoir de le trouver. Alors que nous roulions, revenant sur ma rencontre avec Ali Zerata, Larbi Ben Meliek me dit :

— Il habitait dans le même quartier que moi quand il a été arrêté. Plusieurs dizaines d'autres personnes ont été emmenées en même temps que lui. Aucune n'est revenue. Sauf lui. Grâce à l'argent. C'est un Commandant qui habitait à proximité de notre quartier qui est intervenu auprès des autorités de la ferme, contre de l'argent.

Il vint un moment où on arrêta les gens dans le seul but de leur extorquer de l'argent. Des rabatteurs contactaient les familles. Il fallait payer pour que le détenu ait la vie sauve. Si on refusait c'était la liquidation. Comme ce fut le cas pour ce vieux commerçant qui s'appelait Rogarich.

Nous arrivâmes devant une petite épicerie.

Nous n'étions pas attendus. Un vieil homme, un turban sur la tête, s'affairait à descendre le store du magasin. Nous nous approchâmes. C'était lui, le survivant. Il ne parlait pas français. On lui expliqua le but de ma visite. Le vieil homme commença à parler sur le seuil de la boutique. Je mis le magnétophone en marche. Larbi Ben Meliek traduisit.

En 1959, Hachemi Zitouni est commerçant. Il ravitaille les maquisards. Au mois d'octobre, il est arrêté en même temps que six autres personnes.

Quand il part à la ferme Améziane, c'est sans espoir de retour. Il est convaincu qu'il va y mourir. On lui place des électrodes dans les narines, aux oreilles. Comme d'habitude, la Commandant Rodier est présent. Il observe. Les électrodes sont branchées sur le sexe du commerçant. Les séances se répètent. Sous l'effet des décharges électriques, sa vue s'affaiblit de plus en plus. Blessé par des coups, il porte un pansement sur la tête et autour du front.

On le met dans une cellule sans toit, avec une seule couverture pour se protéger de la pluie.

Chaque nuit, des camions viennent à la ferme. Les prisonniers gravement blessés sont emmenés à Chettaba pour y être liquidés. Hachemi Zitouni est à la ferme depuis une vingtaine de jours quand, une nuit, des militaires et des policiers vêtus en militaires viennent le chercher dans sa cellule. Ils le font monter à bord d'un camion où se trouvent déjà d'autres prisonniers. Un de ses

cousins est parmi eux. Ils sont une douzaine. On les fait s'allonger à plat ventre et on les recouvre d'une bâche. Des chiens viennent se coucher sur eux. Des militaires les piétinent. Les détenus doivent rester ainsi, sur le ventre, immobiles, jusqu'à destination. Hachemi Zitouni ignore où ils sont ainsi conduits.

Quand on les fait descendre du camion, alors il comprend. Il reconnaît les lieux. Ils sont à Chettaba. Il sait maintenant qu'ils sont là pour y être abattus. Il s'adresse à Dieu. Le jour de sa mort est arrivé.

Les militaires font rentrer les douze prisonniers dans des cavernes. Ce sont des mines de gypse. Il y a des tunnels. Les prisonniers sont séparés par groupes de trois ou quatre. On lui dit de s'arrêter. Il reste dans une sorte de caverne pendant des heures, attendant la mort. Elle ne viendra pas. Quand on les fait remonter dans le camion, ils ne sont plus douze mais seulement six. Son cousin fait partie des manquants. Ils ont été abattus.

Ramené à la ferme Améziane, Hachemi Zitouni ne sera plus interrogé.

Pourquoi l'a-t-on emmené à Chettaba ?

Le 4 novembre 1959, une délégation de la Commission internationale de la Croix rouge visitait la ferme. Les prisonniers blessés, portant des traces évidentes de tortures, en ont été éloignés. Hachemi Zitouni faisait partie des blessés.

Pourquoi a-t-il eu la vie sauve ? Il a un beau-frère qui est gardien de la ferme d'un colon qui s'appelle Testanière. Celui-ci héberge le Colonel du secteur. Un jour, Testanière voit la nièce d'Hachemi Zitouni qui pleure. Elle a appris que son oncle est à la ferme Améziane. Elle sait que souvent on n'en revient pas. Elle explique au co-

lon les raisons de ses larmes. Il intervient auprès de son ami le Colonel qui, à son tour, en parle au Commandant Rodier. La famille du commerçant doit verser de l'argent, une somme de trois cent mille francs.

Un jour, alors qu'il est dans la cour de la ferme avec d'autres détenus, il entend appeler son nom :

– Zitouni ! Zitouni !

C'est un militaire qui l'appelle.

Il répond :

– Présent !

Il y a, à ce moment-là, deux Zitouni à la ferme. Lui-même et son cousin, Makhoulf. Ils se présentent tous les deux.

– Comment t'appelles-tu ? lui demande-t-on.

– Zitouni Hachemi...

– Tu es libre !

– Mais il y a aussi mon cousin, Zitouni Makhoulf...

– Celui-là, on le garde !

Après un mois et un jour de détention, Zitouni Hachemi quitte la ferme. Son cousin disparaîtra.

A la suite des tortures, le commerçant ne voit plus.

Des sept personnes arrêtées un mois plus tôt, une seule a survécu : lui.

XV

Le jeudi 1^{er} octobre, depuis l'hôtel Cirta, où je logeais, je téléphonai à Omar Zemmoura. Il fut convenu que je passerais dans la matinée à son bureau. C'était le début du week-end à Constantine.

Je pénétrai dans un vieux immeuble et montai deux étages. Je sonnai. Un homme âgé mais d'une belle stature, à la chevelure blanche, vint m'ouvrir. C'était Omar Zemmoura. Il ne faisait pas ses soixante-dix ans.

Il me fit passer dans son bureau. Il me parla d'abord de son existence. Toute vie est une aventure mais il en est certaines qui semblent être la matière de romans. Sans doute Omar Zemmoura en avait-il conscience quand, interné au camp de Djorf, il écrivit, en cachette de ses gardiens, l'histoire de sa vie. Ce récit terminé, il le fit parvenir à sa femme. Elle le détruisit par peur de la police... Tout en me parlant, il sortit un cahier d'un tiroir. Il me montra la photo d'une jeune femme. C'était sa première femme. La photo datait des années quarante, je pense. Il me raconta comment elle et les deux enfants qu'ils avaient eus moururent après qu'ils furent partis avec lui dans

la région désertique de Ouargla par crainte des réquisitions allemandes.

Il me raconta ses études d'élève-ingénieur dans la marine nationale française. Et comment, un jour, un Amiral en inspection le fit muter en Tunisie. Il n'était pas tolérable qu'un Algérien pût devenir officier. Il me parla des humiliations qui l'attendaient. Des chiottes qu'on lui faisait nettoyer. De sa révolte. De sa rage de donner des coups. Des quatre années de prison militaire qu'il effectua pendant ses huit années de marine. De la boxe, des championnats maritimes qu'il disputa...

XVI

En 1959, Omar Zemmoura a quarante-et-un ans. Il est ingénieur à l'Etablissement Régional militaire de Constantine. Il a cinq enfants.

Une nuit de février, on frappe. Il ouvre. Ce sont des militaires. Il y a aussi des civils. Parmi eux, Cheriff Tebessi. Mais il ne connaîtra son nom que plus tard. Ils fouillent la maison.

— Habille-toi ! Tu viens avec nous !

Encadré par des militaires, il est emmené à la ferme. Là, Cheriff Tebessi commence à l'interroger.

— Tu as donné de l'argent aux fellaghas !

— Non, je ne les connais pas... j'ai fait huit ans de marine... je travaille à l'ERM...

Cheriff Tebessi se lève et lui assène deux claques. Il lui tend une photo. Omar Zemmoura reconnaît la personne.

Comme les réponses ne sont pas satisfaisantes, il l'emmène dans la salle de torture. Il fait très froid. Omar Zemmoura voit un bassin fait de briques et de ciment, rempli d'une eau très sale.

— Déshabille-toi !

Il refuse. Cheriff Tebessi le frappe. Il se déshabille.

— Assieds-toi !

Il s'assied. On lui attache les mains, les genoux. On fait passer un bâton sous ses bras. Cheriff Tebessi d'un côté, un policier de l'autre, le soulèvent et le plongent dans le bassin. Il se noie. Ils lui sortent la tête de l'eau.

— Alors, tu parles ou tu parles pas !

Il n'a pas le temps de répondre qu'ils recommencent. La scène se répète. Jusqu'au moment où ils le sortent de cette eau pleine d'urine et d'excréments. Ils le détachent. Il est toujours nu.

On l'attache sur deux tréteaux. On lui fixe des pinces électriques sur le sexe, sur les oreilles... Cheriff Tebessi règle l'intensité de la magnéto. Ses membres tressautent. Il sait que des suppliciés à l'électricité ont eu la langue tranchée par leurs propres dents. Il serre les dents.

De la fumée sort de sa bouche.

— Tu ne veux pas parler !

Cheriff Tebessi augmente la puissance.

A côté, il y a un chien, un berger allemand.

— Maintenant, c'est le chien qui va tout t'arracher !

Il ne dit rien de plus que ce qu'il a déjà déclaré au début. Cela recommence les jours suivants. Le Commandant Rodier vient voir.

On le suspend par les pieds. Ses mains pendent à une dizaine de centimètres du sol en ciment. Il entend son cœur cogner dans ses oreilles. On le frappe. Il demeure ainsi jusqu'aux limites de sa résistance. On lui fait subir le supplice de l'eau, un tuyau enfoncé dans la bouche.

Tandis qu'on le torture, à côté de lui, sous son regard, d'autres supplices sont infligés, amplifiant le sien. Quand quelqu'un ne parle pas, on dit :

— Passez-le à Cheriff !

Un jour, quatre jeunes sont amenés dans la

salle de torture. On les accuse d'avoir lancé une grenade. D'abord, c'est le bassin. Ils ne parlent pas. Sur des tréteaux, on a posé une plaque de tôle. Omar Zemmoura voit Cheriff Tebessi tenant une chignole, une mèche au bout. Le tortionnaire dit au premier des quatre jeunes :

— Monte sur la tôle !

Il le voit ajuster la mèche en plein milieu du front et l'entend dire :

— Toi, tu n'as pas jeté la bombe ?

Comme le jeune ne parle pas, il enfonce la mèche, à fond, dans le crâne.

— Allez, jetez-le par terre !

Puis, s'adressant au suivant de ces jeunes :

— Toi, monte ici !

Omar Zemmoura voit tuer ainsi trois des jeunes garçons. Il ne saura pas ce qu'il advint du quatrième.

En une semaine, ses cheveux bruns sont devenus blancs. Il est transféré dans une écurie. Il y retrouve d'autres détenus. Il s'y trouve mieux. Sur le sol, il y a de la paille. On lui fait laver des voitures.

Au bout d'un mois, il est remis en liberté. Il croit en avoir fini avec ce cauchemar. Il sort de la ferme, à pied, marchant péniblement. Il porte un pardessus bleu marine couvert de poux. Un copain de boxe, coiffeur, le voyant passer ainsi, vient vers lui. Il le rase, lui coupe les cheveux. Il téléphone à sa femme. Quand elle arrive, elle ne reconnaît pas, de dos, cet homme à la chevelure blanche.

Il se rétablit, reprend son travail. Il fait savoir qu'il ne peut plus héberger car il se sait surveillé. Néanmoins, quelques mois plus tard, un blessé est conduit chez lui. Il découvre l'homme en revenant du travail. Il a été blessé au maquis. Il

s'appelle Ali Besbes, c'est un ancien footballeur du Mouloudia Olympic Constantine.

Une nuit, vers quatre heures du matin, la maison est encerclée. On frappe violemment à la porte.

— Militaires, ouvrez ! Ouvrez !

Ali Besbes s'enfuit par le toit. Des coups de feu claquent. Les militaires s'emparent d'Omar Zemmoura, l'attachent, le frappent. Il voit le corps d'Ali Besbes descendre les escaliers, traîné par une corde, sa tête heurtant les marches, l'une après l'autre, son sang s'écoulant. Il est mort.

Omar Zemmoura est attaché au cadavre, face à face. On les jette dans un camion, le vivant et le mort, face contre le plancher. Des militaires ont les pieds posés sur eux.

En arrivant à la ferme, Omar Zemmoura est attaché, mains derrière le dos, au grand portail. Le cadavre est allongé devant lui.

Des prisonniers sont appelés pour reconnaître le corps.

— Vous connaissez celui-là ?

— Non, on ne le connaît pas...

Alors on les frappe et ils repartent.

Le Commandant Rodier appuie son pistolet contre la tempe d'Omar Zemmoura.

— Tu vois, ta cervelle, lui dit-il, je te la fais sauter !

Des gardes mobiles frappent le prisonnier.

— Laissez-le moi ! leur dit le Commandant qui, se tournant vers Omar Zemmoura, ajoute :

— Je ne voudrais pas être à ta place !

Cheriff Tebessi arrive. Il voit Omar Zemmoura :

— Ah, c'est ce salaud ! s'exclame-t-il. Laissez-le moi !

L'inspecteur Hervieu, qui a dirigé les opéra-

tions chez Omar Zemmoura, s'interpose :

— Non, tu n'es pas plus capable que moi ! Je peux lui faire cracher tout ce que je veux !

Il y a là aussi Le Men, un Breton, El Baz, un Juif de Constantine, voisin d'Omar Zemmoura.

Durant toute la journée, les gendarmes mobiles qui passent devant lui, lui donnent des coups. Il est devenu insensible. Le soir, on lui fait quitter sa cellule pour l'interroger. Hervieu dirige l'interrogatoire. En lui-même, Omar Zemmoura se croit condamné à mort, il souhaite qu'ils en finissent au plus vite. Il se tait.

Il reçoit un coup sur le côté gauche de la tête qui lui fait perdre connaissance. Il revient à lui dans sa cellule. Il est mis au régime sec, sans boire ni manger. Chaque jour, on le torture. On lui donne à boire de l'eau salée. Il en vient à uriner dans le creux de sa main pour se mouiller la langue. Il supplie :

— Chef ! à boire s'il vous plaît...

Certains soldats du contingent lui répondent :

— Tu veux à boire de la tinette ?

La tinette... On fait sortir les détenus de leurs cellules pour qu'ils urinent dans un bidon. Certains prennent un quart rempli d'urine pour se mouiller la bouche.

Un jour, un jeune soldat, originaire de Bretagne, lui donne secrètement une canette de bière. Il lui donne aussi un bout de pain qu'il ne peut pas avaler.

Il vit dans la terreur des supplices de la bouteille et du chalumeau. Il s'attend à ce qu'un jour cela soit son tour. Dans la salle de torture, il voit les bouteilles : des petites, des moyennes, avec ou sans goulot cassé.

Dans sa cellule, un jour, arrive un homme qui a subi le supplice de la bouteille. Avec des linges,

il tente d'empêcher son gros intestin de sortir. Le supplicé sera achevé. La ferme est entourée de barbelés. Un garde jette un mouchoir sur les barbelés et ordonne au prisonnier :

— Va le chercher !

L'homme n'ignore pas ce qui va se passer. Mais, y aller ou pas, cela change-t-il quoi que ce soit ? Il y va. Au moment où, s'approchant des barbelés, il se penche, il est abattu par une rafale. Tentative d'évasion. L'homme s'appelait Abdallah Chadi.

Chaque jour, chaque nuit, Omar Zemmoura est torturé.

Jusqu'au jour où le Commandant Rodier lui dit :

— Ce soir ou demain, tu seras exécuté !

Les gardes ont inventé un jeu. Sinistre jeu. Les détenus savent que ceux qui vont être exécutés sont appelés par leurs noms.

— Comment tu t'appelles ? demande un garde.

— Zemmoura Omar...

— Zemmoura ? interroge le garde, se tournant vers un autre.

Le silence dure.

— Pas ce soir...

Une nuit, ils ouvrent la petite lucarne de sa cellule.

— Comment tu t'appelles ?

— Zemmoura...

— Viens !

Il est soulagé. Enfin, après tant d'attente, son heure est venue. La mort est devenue une délivrance.

On le fait s'allonger ; on lui bande les yeux, on le ficelle. Il est jeté dans un camion. Il ne sait pas où on l'emmène. Le camion roule depuis déjà un moment quand il entend :

— Arrêtez ici ! On va le bousiller maintenant !

Il est jeté au sol. Une rafale de mitrailleuse crépète.

— Attends ! attends ! dit une voix. Ne tire pas ! Ne le tue pas tout de suite, il peut encore nous donner des renseignements.

Comme il aimerait que tout se termine vite ! Une rafale et ses souffrances prendraient fin...

Mais ce n'est pas pour cette fois encore. Il reçoit des coups de poing, de pied. On le jette dans le camion. Il revient à la ferme.

— Il vaut mieux que tu avoues, tu as eu de la chance ! lui dit-on.

Les supplices recommencent. On le ramène de la salle de torture dans une bâche. Il vomit, se vide. La faim elle-même disparaît.

Un jour, il voit un chauffeur de camion de son neveu. Il s'appelle Tahar. On lui a coupé les phalanges l'une après l'autre. Il n'a plus de doigt. Plus tard, il apprendra qu'il a été brûlé au chalumeau puis tué.

On vient le chercher dans sa cellule.

— Viens voir dans quel état est ta femme ! Si tu ne parles pas, on la fait niquer par quatre gommeux...

La femme d'Omar Zemmoura est nue, attachée. Elle le regarde. Elle a été frappée. Elle a accouché quatre mois avant. Devant elle, on le frappe.

— On va le descendre devant toi ! menacent les policiers mais ils en restent là.

Bientôt, il remarque que c'est son voisin, le policier El Baz, qui se charge de lui lors des séances de torture. Le policier est un ancien cordonnier. Comme on recrute facilement dans la police, il y est rentré. Il boite.

Quand il y a des témoins, il torture conscien-

cieusement. Puis, dès qu'il est seul avec Omar Zemmoura, il dit :

— Tu me fais de la peine... Fais semblant... Crie !

Le policier tape par terre au lieu de frapper le supplicié. Il lui apporte de la galette.

Par la suite, Omar Zemmoura saura la raison de cette attitude bienveillante.

Les tortures s'arrêtent. Il s'attend constamment à être tué. On lui fait quitter sa cellule pour l'écurie. Il en est heureux car il y retrouve du monde et, comme il y a des fenêtres, il peut savoir s'il fait jour ou nuit. Cependant, il souffre du froid.

Un jour, son nom est appelé parmi d'autres.

— Demain, on vous emmène au Hamma ! leur annonce-t-on.

Le Hamma est un camp de transit. L'espoir se met à renaître en lui. Si on l'envoie au Hamma, c'est donc qu'on a renoncé à le liquider.

Le lendemain, pour le départ, ils sont en colonne. Les gardes mobiles passent devant eux, pistolets braqués dans leur direction.

— Ce salaud va partir !... dit un des gendarmes, désignant Omar Zemmoura. Moi, je le boussille !

— Ne vous occupez pas de lui, dit un officier, il n'est pas encore libéré...

Le cortège motorisé part au Hamma mais, une fois arrivé au camp, il doit faire demi-tour car il n'y a plus de place. Les prisonniers reviennent donc à la ferme.

Cette nuit-là, aux environs de deux heures du matin, la porte de l'écurie est ouverte.

— Tout le monde à poil ! hurle une voix. Mains au mur !

Aussitôt, il faut se dévêtir le plus vite possible

pour ne pas prendre de coups. Les prisonniers sont nus, les mains appuyées contre le mur. Leurs vêtements sont à leurs pieds. Les gardes mobiles fouillent le linge. Certains d'entre eux semblent ivres. Ils trouvent un petit couteau rouillé. Il appartient à un jeune détenu qui fait parfois du jardinage pour les militaires. Un gendarme lui prend la tête entre ses mains et la frappe à coups de genoux. Toutes les dents du jeune homme tombent sous les coups.

Ils se rhabillent.

Le lendemain, Omar Zemmoura part pour le Hamma. En quittant la ferme, on lui dit :

— Signe ici !

Il signe, sans savoir quoi.

Après le Hamma, il est interné au camp de Djorf, fin mai-début juin 1959.

Quelques mois plus tard, des inspecteurs de la Police judiciaire viennent au camp.

— Ramasse tes affaires ! lui ordonnent-ils.

Destination inconnue ! En fait, c'est à la ferme qu'on le ramène. Les supplices recommencent. Le bassin, la pendaison, l'eau, les coups. Ses tortionnaires sont les inspecteurs Le Men et Hervieu. Il ne peut plus ouvrir l'œil gauche.

Le Président de l'Amicale des Corses, le Docteur Manoni, intervient en sa faveur auprès du Colonel du secteur. Quelque temps plus tard, il retourne au camp de Djorf.

XVII

Après qu'Omar Zemmoura m'eût fait ce récit, nous partîmes chez lui. Il se mit au volant de sa vieille DS noire qui avait parcouru plus d'un million de kilomètres.

Il demeurait toujours dans cette même maison où on était venu l'arrêter.

Son épouse était là. Elle avait vécu elle aussi dans l'enfer de la ferme. Elle se mit à parler. Mon magnétophone enregistrait.

— C'était dans la salle des tortures. Ils m'ont poussée. Je suis rentrée. J'ai vu un vieillard. Il m'a fait penser à Ghandi. Il était en sang. Il avait le crâne ouvert. Il était contre le mur et tremblait. J'ai vu le bassin. Un homme avait la tête dedans.

« Déshabille-toi ! ». J'ai reçu un coup de crosse. « Si tu ne parles pas, on va te passer à la casserole ! ». Je me suis déshabillée. On me donnait des coups de pieds. Ils étaient une dizaine autour de moi. Ils m'avaient mise sur un pneu, pieds et poings liés. Ils voulaient me faire l'électricité.

El Baz s'est approché et a dit :

— Laissez-la moi, je la connais !

Ils ont amené mon mari. Je l'ai vu en sang. El

Baz m'a dit :

— Si tu as quelque chose à dire, il faut le dire.

Arrivée à la cellule, il m'a dit :

— Je passerai vous voir à la maison.

J'ai été libérée. Le soir, il est venu chez moi.

— On peut faire quelque chose pour votre mari, me dit-il, mais il faut payer. Nous sommes quatre.

En plus, il fallait que je donne des cadeaux à ses enfants.

Elle dut verser plusieurs millions. Au début, El Baz lui demanda quinze millions. Elle ne les avait pas. Elle versa finalement cinq millions.

C'était là tout le secret du changement d'attitude du policier El Baz.

Puis Omar Zemmoura égrena quelques souvenirs.

Il me parla de la cellule numéro trois. On la connaissait comme étant destinée aux condamnés à mort. Il y séjournait.

— J'ai vu Nouar qui était dans la trois. Il avait été brûlé au chalumeau sur la poitrine, les bras. J'ai vu des hommes qui avaient eu les phalanges coupées ; ils leur coupaient une phalange puis, le soir, une autre... On nous servait un liquide épais. Après avoir bu, les gens avaient la dysenterie. Ils venaient avec une grande poubelle. Ils servaient la ration. Puis, après, ils criaient :

— Au rabiot !

Ils pissaient alors dans la poubelle, devant nous, et nous donnaient à manger.

Il me raconta comment, après l'électricité, son corps continuait à être longuement agité de soubresauts.

Selon lui, Cheriff Tebessi tuait au moins une personne chaque jour. Il fut abattu quand, après avoir amassé un magot, il allait prendre l'avion

pour l'Europe où il devait se marier avec une Hollandaise.

Il se rappela les cris des femmes.

— Laisse-toi faire ! Tu vas t'habituer, on est trois seulement ! entendit-il.

Il me parla de la découverte qu'il fit, après 1962, en se promenant, du squelette d'un homme attaché par du fil de fer au squelette d'un âne. De ce puits situé à Aïn Melian, à cinquante-cinq kilomètres de Constantine, dans lequel on jetait les gens vivants..

Avant que nous nous quittions, les époux Zemmoura me racontèrent encore une histoire.

C'était après 1962. Dans le métro parisien. M^{me} Zemmoura croisa un regard qui lui était connu. Le voyageur se dit, lui aussi, que cette femme ne lui était pas étrangère. S'adressant à elle, il dit :

— Je vous connais.

— Et vous, vous êtes monsieur El Baz, répondit-elle.

Elle ajouta :

— Je suis madame Zemmoura.

— Et votre mari ? demanda El Baz.

Il n'avait pas reconnu l'homme aux cheveux blancs qui se tenait à côté.

A l'arrêt du métro, ils descendirent sur le quai.

El Baz se mit à pleurer. Il avait tout perdu, leur dit-il. L'Algérie, sa femme, son travail.

Omar Zemmoura lui confia qu'il ne gardait pas un mauvais souvenir de lui. Il lui laissa même une adresse à Paris.

Mais l'autre prit peur et partit.

*

* *

Ainsi s'acheva mon séjour à Constantine.

Dès mon retour en France, je téléphonai à Mouloud Améziane. Son épouse m'apprit que nous nous étions croisés. Il était actuellement à Constantine.

Son retour fut reporté à plusieurs reprises. Je ne devais le voir que quelques semaines plus tard.

Entre-temps, je poursuivis mes recherches.

Dans son livre *La Saison d'Est*, publié en 1965, l'écrivain Vlado Vukobratovic a reproduit un « Rapport sur la ferme Améziane ». Ce document fut publié pour la première fois en mai 1961 dans le journal *Le Travail*.

Il s'agit d'un rapport adressé au Comité central du P. C. A. par le directeur de la ferme Améziane, le camarade Vlado Vukobratovic, en date du 15 mai 1961. Ce rapport est un document très intéressant qui nous renseigne sur la situation de la ferme Améziane à cette époque. Il nous apprend que la ferme était dirigée par le camarade Vlado Vukobratovic, qui était un ancien combattant et un militant du P. C. A. Le rapport nous donne une vue d'ensemble de la situation de la ferme, de ses ressources, de ses besoins, de ses réalisations, etc.

Le rapport nous apprend également que la ferme Améziane était une ferme collective, dirigée par le camarade Vlado Vukobratovic, qui était un ancien combattant et un militant du P. C. A. Le rapport nous donne une vue d'ensemble de la situation de la ferme, de ses ressources, de ses besoins, de ses réalisations, etc.

Le rapport nous apprend également que la ferme Améziane était une ferme collective, dirigée par le camarade Vlado Vukobratovic, qui était un ancien combattant et un militant du P. C. A. Le rapport nous donne une vue d'ensemble de la situation de la ferme, de ses ressources, de ses besoins, de ses réalisations, etc.

Le rapport nous apprend également que la ferme Améziane était une ferme collective, dirigée par le camarade Vlado Vukobratovic, qui était un ancien combattant et un militant du P. C. A. Le rapport nous donne une vue d'ensemble de la situation de la ferme, de ses ressources, de ses besoins, de ses réalisations, etc.

XVIII

Dans son livre *La Raison d'Etat*, publié en 1962, Pierre Vidal-Naquet a reproduit un « Rapport sur la ferme Améziane ». Ce document fut publié pour la première fois en mai 1961 dans le journal *Vérité-Liberté*.

Il était ainsi présenté :

« Le rapport sur la ferme Améziane que nous présentons ici n'est pas un document émanant d'un service officiel. Il a été rédigé par un groupe de jeunes appelés en service à Constantine. Comme ces jeunes appelés ont eu accès à une documentation officielle et que les chiffres qu'ils donnent, notamment, sont d'une authenticité absolue, nous n'hésitons pas à reproduire leur texte, qui a d'ailleurs la précision et le sérieux d'un rapport de haut fonctionnaire. »

Là, j'appris que la dénomination officielle de la ferme était « Centre de renseignement et d'action » (CRA). Voici ce que disait ce rapport.

« L'existence et l'organisation des CRA en Algérie se fondent officiellement sur un certain nombre de dispositions légales.

Ainsi, les CRA sont des organismes implantés dans les agglomérations urbaines et qui ont pour

but avoué d'assurer "la permanence et l'unité d'action" des services, personnes, organisations ou unités de "renseignement". Placés sous l'autorité du commandant de secteur et par son intermédiaire sous celle du 2^e bureau de l'état-major de la zone et du 2^e bureau de l'état-major du corps d'armée *, ils ont à leur tête un chef ** qui coordonne la recherche du renseignement et les opérations de répression contre l'organisation politico-administrative du FLN (OPA).

Pour réaliser ces objectifs, le CRA de Constantine regroupe :

- l'unité "opérationnelle du secteur" : le 27^e bataillon d'Infanterie ;
- les unités de gendarmerie nationale et mobile ;
- les SAU (six à Constantine, appelés SAS) ;
- les services civils : PRG, PF, police de l'air, des frontières et des voies ferrées, Sûreté urbaine et CRS.

Le CRA dispose en outre d'une unité, dite de "commando", dressée à la lutte contre l'OPA et à la collaboration avec les services spécialisés. Ce commando comprend des musulmans, des gendarmes, CRS, inspecteurs, etc. Il travaille en liaison et selon la même implantation que l'unité d'exécution (bataillon spécialisé dit "la centaine") sur des zones ou quartiers correspondant aux SA possédant des postes fixes (compagnies dites "trentaines" et îlots de maisons contrôlées en permanence par les équipes de la trentaine et des res-

* Pour le secteur de Constantine, ces autorités étaient respectivement représentées par le Colonel Bertrand, le Général de division Lennuyeux et le Général de corps d'armée Gouraud.

** Il s'agissait du Commandant Rodier.

ponsables musulmans "désignés" comme indicateurs permanents).

Toutes ces installations sont centralisées à la "ferme Améziane".

Une réunion quotidienne des différents responsables a pour objet de :

- centraliser les renseignements sur l'OPA ;
- faire la critique et la synthèse des résultats ;
- étudier les opérations réalisées ;
- prendre ou proposer les décisions ;
- orienter les recherches.

C'est à la "ferme Améziane" que sont conduits tous les suspects pris par les unités de l'Est algérien. Il est recommandé en effet d'organiser un centre d'interrogatoire commun à tous les services de recherches, les mesures à prendre à l'encontre des individus appréhendés étant en principe prévues par les textes sur les pouvoirs spéciaux en Algérie. Au cours de 1960, il a du reste été organisé ici des stages pour les officiers de réserve du contingent, stage dont une bonne partie était consacrée à l'organisation d'un service de renseignement et une autre à l'emploi jugé "nécessaire" des différents moyens de torture.

L'arrestation des suspects se fait par rafles, sur renseignements, dénonciations, pour de simples contrôles d'identité.

Leur séjour s'effectue dans les conditions suivantes :

A leur arrivée à la ferme, ils sont séparés en deux groupes distincts : ceux qui doivent être interrogés immédiatement et ceux qui attendront. A tous on fait visiter les lieux et notamment les salles de torture "en activité" : électricité ("gégène"), supplice de l'eau, cellules, pendants, etc. Ceux qui doivent attendre sont ensuite entassés

dans les anciennes écuries aménagées, où il ne leur sera donné aucune nourriture pendant deux à huit jours et quelquefois plus.

Les "interrogatoires" prévus par le "Guide provisoire de l'officier de renseignement" (OR), chapitre IV, sont menés systématiquement de la façon suivante :

Dans un premier temps, l'OR pose ses questions sous la forme "traditionnelle" en les accompagnant de coups de poing et de pied ; l'agent provocateur ou l'indicateur est souvent utilisé au préalable pour des accusations précises et... préfabriquées.

On passe ensuite à la torture proprement dite, à savoir :

- la pendaison (par les pieds ou les mains), généralement par les mains liées derrière le dos, quelquefois pendant des heures ;

- le supplice de l'eau (trois sortes : sur le visage, front, nez, bouche ; gonflage à l'eau à plusieurs reprises ; jets à la pression) ;

- l'électricité (électrodes fixées aux oreilles et aux doigts) ;

- brûlures (cigarettes, etc.).

Tous ceux qui y sont passés sont unanimes à dire que :

- ces tortures font dire n'importe quoi à n'importe qui ;

- les cas de folie sont fréquents ;

- les traces, cicatrices, suites et conséquences sont durables, certaines même permanentes (troubles nerveux par exemple) et donc aisément décelables. Plusieurs "suspects" sont morts chez eux le lendemain de leur retour.

Ces interrogatoires sont souvent repris à plusieurs jours d'intervalle.

Entre-temps, les suspects sont emprisonnés

sans nourriture dans des cellules dont certaines ne permettent pas de s'allonger. Précisons qu'il y a parmi eux de très jeunes adolescents et des vieillards de soixante-quinze, quatre-vingts ans et plus.

A l'issue des interrogatoires et de l'emprisonnement, le suspect peut être :

- libéré (c'est souvent le cas des femmes et aussi de ceux qui peuvent payer : 400 000 F au minimum) ;

- ou interné dans un centre dit "d'hébergement" (Hamma-Plaisance notamment) ;

- ou encore considéré comme "disparu" (lorsqu'il est mort des suites de l'interrogatoire ou abattu en "corvée de bois" aux environs de la ville). Des cadavres suspects exécutés pour "tentative de fuite" ont été exposés à de nombreuses reprises devant les soldats du contingent et les autres prisonniers.

Les interrogatoires sont conduits et exécutés par des officiers, sous-officiers ou membres des services du CRA. Le capitaine Massin (qui circule en ville dans l'Opel d'un suspect qu'il a assassiné), le capitaine Pesch, le commandant Rodier lui-même torturent et sont connus à ce titre de tous les Algériens.

La "compagnie de servitudes" de la centaine, composée de jeunes du contingent, est au courant, voit, garde, surveille, mais ne procède pas aux interrogatoires.

La capacité du "centre", entré en activité en 1957 *, est de 500 à 600 personnes, et il paraît fonctionner à plein rendement en permanence.

* Sur ce point, le rapport se trompe comme nous le verrons plus loin.

Depuis sa constitution, il a :

- contrôlé (moins de huit jours de prison) 108 175 personnes ;
- fiché 11 518 Algériens comme militants nationalistes sur le secteur ;
- gardé pour des séjours de plus de huit jours 7 363 personnes ;
- interné au Hamma 789 suspects.

Les avocats de ce secteur ne demandent jamais à la justice militaire l'acquittement de leurs clients, car l'acquittement signifie l'internement "administratif" et ses suites logiques, alors que la condamnation, c'est la "sécurité" de la prison où un prisonnier ne peut plus disparaître. »

*

* *

Ce rapport recoupait, confirmait, ce que m'avaient dit les témoins rencontrés à Constantine.

Il établissait ce qui me paraissait déjà évident : la ferme et les tortures qui s'y pratiquaient n'étaient pas des aberrations sanglantes nées de l'esprit de quelques bourreaux sadiques. Il s'agissait d'une institution fonctionnant sous le contrôle de la hiérarchie militaire. Les tortures qui y étaient pratiquées reposaient sur des techniques enseignées, sur une méthode systématique.

XIX

A la lecture de *La Raison d'Etat*, je retrouvai trace de la visite effectuée à la ferme par le Comité international de la Croix rouge.

« Le 4 novembre 1959, la ferme Améziane reçut la visite de la délégation du Comité international de la Croix rouge. Les membres du Comité... apprirent l'existence du camp, non par l'autorité militaire, qui la leur avait soigneusement dissimulée, mais par des détenus du CTT (Centre de triage et de transit) de Hamma-Plaisance qui y avaient séjourné. Ils notent qu'il s'agit d'un "centre d'interrogatoire", "s'étonnent un peu" de son existence, remarquant que "sa structure et son organisation lui donnent un caractère de permanence qui dépasse ce qu'on peut imaginer pour des locaux de police".

Personne ne se plaignit.

Le 28 septembre 1961, un avocat, M^e Courrégé, indiquait au Président du Tribunal permanent des forces armées de Constantine que "la plus grande partie des détenus avait été hâtivement transportée en camions dans le quartier de Sidi M'Sid, attendant la fin de l'inspection et... seuls les plus valides des détenus ont été présentés à

la commission du CICR".

Ainsi, alors que l'existence de la ferme Améziane n'était pas clandestine, néanmoins on fit tout pour dissimuler ce qui s'y passait vraiment. Il ne fallait pas que l'opinion internationale sache. Les tortionnaires seraient-ils toujours honneux ?

J'appris aussi qu'il fallut attendre le mois de juin 1960 pour que l'obstination d'un avocat conjuguée à la présence d'un magistrat nouveau venu contraignent la justice à se pencher sur ce qui se passait à la ferme.

L'avocat s'appelait Gaston Amblard.

J'avais fait sa connaissance quelques années plus tôt à l'occasion d'un précédent livre. En novembre 1956, la direction du Parti communiste français lui avait interdit d'assurer la défense de Fernand Iveton. Celui-ci fut condamné à mort et guillotiné à Alger en février 1957, n'ayant pour seuls défenseurs que deux avocats commis d'office. Nos chemins se croisaient à nouveau *.

Je vis Gaston Amblard. Il me reçut dans ce même bureau où, pour la première fois, il m'avait raconté comment on lui avait interdit de défendre Fernand Iveton.

— J'étais l'avocat, me dit-il, de sept types qui étaient accusés d'avoir lancé des grenades dans des lieux publics, qui avaient provoqué des mutilations. Devant le tribunal, un enfant avait été amené qui avait eu un bras arraché.

Après avoir reconnu les faits devant la police, ils les niaient. Ils disent qu'ils ont séjourné à la ferme Améziane où ils affirment avoir été torturés. J'ai déposé des conclusions, disant au tribu-

* Pour l'exemple, Ed. L'Harmattan.

nal : "ils nient ; ils affirment avoir été torturés. Ils ont avoué sous l'effet de la torture. Je demande d'ordonner un déplacement de justice dans cette ferme, avec mes clients, leurs avocats, un médecin psychiatre, afin qu'ils puissent expliquer sur les lieux les tortures subies et qu'on essaie de vérifier leurs dires". J'ai insisté pendant deux jours. Finalement, à ma surprise, on m'a accordé satisfaction. L'affaire a été renvoyée après l'accomplissement de cette mission.

C'était en juin 1960.

La ferme Améziane avait été déménagée. Le président du tribunal avait été muté.

J'étais en vacances, à côté de Saint-Tropez, quand j'ai été prévenu que la descente allait se dérouler à la mi-août. J'en ai parlé à Charles Hernu.

Je suis arrivé le soir même à Constantine. Le lendemain matin, je me fais conduire en taxi à la ferme Améziane. Manville était là également. Il y avait des paras partout. J'arrive en taxi. C'était une belle ferme. Il y avait une cour avec des écuries. Un bâtiment d'habitation, des jardins.

Un juge d'instruction civil était là. Il était en robe. Il y avait son greffier. Un médecin-militaire psychiatre s'est présenté à moi.

Le juge n'en menait pas large. Douze paras pointaient leurs mitraillettes vers nous.

J'ai dit au juge d'instruction :

— Chacun de mes sept clients va vous décrire les tortures qu'il dit avoir subies et vous donnera quelques détails objectifs sur les lieux où cela s'est produit. Quand il vous l'aura décrit, nous irons visiter les lieux.

— D'accord, dit le juge.

Le commissaire du gouvernement, présent, a été également d'accord.

Le Colonel commandant le camp était très courtois. Il venait d'être nommé.

Mes clients décrivent. Nous nous sommes rendus dans la partie d'habitation.

Un avait dit :

— J'ai été torturé dans la salle de bain, dans la baignoire.

Il avait décrit la salle de bain.

Le Colonel avait fait part de son scepticisme. On est allés voir la salle de bain. Elle avait exactement la configuration décrite.

D'autres avaient dit :

— Après avoir été torturés, on a été enfermés, à plusieurs, sans boire ni manger, pendant plusieurs jours, dans une cellule sous les escaliers.

Il y avait une porte, sous les escaliers. On ouvre. C'était une sorte de placard plein de livres.

— Vous voyez bien qu'il n'y a rien, dit le Colonel.

Je dis :

— Je voudrais qu'on débarrasse.

On le fait. Sur les murs, on lit des inscriptions faites par des prisonniers, une dizaine.

— Comment expliquez-vous cela ? dis-je au Colonel.

Un autre avait dit :

— Nous avons été enfermés dans une niche à chiens, après avoir été torturés, attachés à une chaîne.

Ils avaient décrit les lieux. On a tout découvert exactement. On a passé la journée à vérifier.

Les paras ne nous quittaient pas ; ils étaient autour de nous. A un moment donné, j'ai franchi leur cercle.

Le juge d'instruction, angoissé, m'a dit :

— Maître, revenez !

Deux paras avaient braqué leurs armes sur

moi.

Le rapport du médecin-psychiatre indiquait que mes clients n'étaient pas affectés de troubles psychiques pouvant mettre en doute leurs témoignages.

La ferme Améziane a été alors abandonnée.

Finalement, l'affaire ne vint jamais devant le tribunal. Les sept ne furent jamais jugés. Gaston Amblard ne sut jamais ce qu'ils devinrent.

Ont-ils été tués ? se demande-t-il aujourd'hui encore.

Je vis aussi l'avocat antillais Marcel Manville qui accompagna Gaston Amblard à la ferme.

— Il y avait un magistrat de la Cour d'appel d'Aix ou Dijon, me dit-il, nommé colonel mais qui n'était pas encore complètement dans le bain de la guerre et le climat de tortures et de violences.

Les gars disent :

— Nous avons été torturés à la ferme Améziane. Nous avons été placés dans des niches à chiens. Nous avons écrit des choses avec nos ongles. Si vous y allez, vous les trouverez.

Amblard et moi avons pris des conclusions. Le tribunal militaire décide d'aller faire une enquête à la ferme Améziane. Panique. Il y avait le Général Lennuyeux. On a trouvé les niches, les traces écrites. Mais on n'est pas allés très loin... On a vu la première cour où il y avait les niches. Mais tout ce qui était derrière, le Président du tribunal n'y est pas allé. D'autant plus que l'officier qui commandait les parachutistes et quelques appelés était déjà furieux. Il n'allait pas nous laisser rentrer plus loin. Il fallait limiter les dégâts. »

XX

Les archives algériennes de la guerre ont connu des destins divers. Certaines furent détruites ; d'autres dérobées et placées sous la garde des militaires du Colonel Boumedienne ; d'autres sont entreposées à Alger à l'officiel Musée de la Révolution.

Il en est d'autres, enfin, qui dormirent dans des caves et des greniers, oubliées là après 1962 et les déchirements internes qui se succédèrent.

Je pus consulter un de ces dossiers. Il n'avait pas quitté une cave depuis vingt-six ans, dans un pays limitrophe de la France.

J'éprouvai un étrange sentiment au contact, à la lecture, de ces rapports, de ces témoignages. Certains étaient marqués par la rouille. Comme si des moments de l'histoire, enfouis, revenaient tout d'un coup à la surface.

Je trouvai un texte dactylographié qui était intitulé : « Note sur tortures citée Améziane et Prison civile de Constantine ».

J'ignorai à qui il était destiné mais je supposai qu'il avait été rédigé par un avocat.

Je lus ceci :

« X. accusé de faire partie d'une cellule terro-

riste comprenant cinq personnes dont un mineur a été arrêté le premier avril (*sur le texte, cette date était barrée au crayon **) ; il a été emmené vers minuit par des militaires qui allaient participer à l'arrestation de (*là, un nom avait été barré, rendu difficilement lisible mais je crus cependant déchiffrer Kuetar **)... Y. X. indique qu'il est parti dans un camion dans lequel avaient pris place 18 soldats et précédé d'une jeep dans laquelle avait pris place un lieutenant. Y. fait le récit suivant confirmé par X. : "J'ai été arrêté le... (*là, on n'avait pas mis la date **) avril 1959 à mon domicile avenue Bienfait à Constantine vers minuit. Ma femme était là ainsi que mes parents, c'est-à-dire mon père et ma mère. De nombreux voisins ont également assisté à mon arrestation. Parmi les militaires se trouvaient des inspecteurs de police habillés en militaires ; j'ai su par la suite que c'étaient des inspecteurs. X. se trouvait parmi des militaires ; nous avons été amenés à la cité Améziane. A peine arrivé, on m'a fait descendre du camion, on m'a déshabillé, ligoté les pieds et les mains et passé une barre de fer entre les jambes et les avant-bras. On m'a fait entrer dans un souterrain dénommé l'abattoir. On a amené un pneu et après m'avoir bandé les yeux avec un turban blanc, on m'a assis dans le pneu la tête pendant en arrière, je me trompe, je n'avais pas encore les yeux bandés quand on m'a assis dans le pneu. Il y avait un inspecteur nommé Cherif. C'est un ancien combattant de l'ALN qui s'est rallié avec un groupe. Cherif est son nom véritable. Il y avait également un européen, petit avec des cheveux blonds qui portait un gilet pare-balles et

* Notes de J.L.E.

un pantalon civil marron. Cherif est grand, très brun, maigre avec des cheveux crépus, des yeux bleus, âgé d'environ 40 ans et originaire de la région de Tébessa. Ces deux hommes étaient entourés de sept ou huit inspecteurs. L'un d'eux a amené une boîte d'où sortaient deux fils munis de pinces. J'ai su par la suite que cela s'appelait une magnéto. Sur la boîte se trouvait une affiche publicitaire portant une inscription ; les inspecteurs ont dit qu'il y avait écrit dessus : « Souriez Gibbs ». Z., détenu présent, arrêté en 1958, précise à ce moment : "au moment où j'ai été arrêté, je suis également passé par la cité Améziane et la boîte contenant la magnéto portait bien une affiche Souriez Gibbs".

X. dit à ce moment : "Je suis passé quelques jours avant à la magnéto et la boîte portait bien cette affiche".

Y. poursuit : "On m'a alors bandé les yeux avec un turban blanc. L'Européen a branché une des pinces sur mon sexe et l'autre à mon oreille, puis il m'a mis un tuyau dans la bouche pour m'empêcher de crier. Cherif tournait la magnéto. En même temps, il m'interrogeait en arabe et en français. J'ai oublié de vous dire qu'avant de me mettre dans le pneu, on m'avait plongé dans un bassin plein d'eau qui se trouve dans le tunnel dénommé l'abattoir qui figure sur le plan que je vous ai donné.

Me faisant tremper alternativement la tête jusqu'à la limite de l'étouffement, puis les pieds, l'eau du bassin était extrêmement sale et mélangée à toutes sortes d'ordures.

Le premier interrogatoire à la magnéto a duré une demi-heure. C'était la nuit même de mon arrestation. Je n'ai pas parlé. On m'a à nouveau plongé dans le bassin en me faisant tourner au-

tour de la barre pendant 45 minutes environ. Il s'agit d'un bassin en pierre qui est long. Cherif continuait à me poser des questions. Il y avait toujours d'autres inspecteurs autour et un capitaine est alors arrivé, il s'agit d'un homme grand avec des lunettes, brun, assez maigre, qui a de grosses dents, qui porte un blouson de cuir et qui s'appelle le capitaine Rodier. Je l'ai entendu appelé par ce nom et d'autres détenus m'ont dit par la suite que c'était bien le capitaine Rodier".

X. et Z. disent : "Le même individu que tout le monde appelait le capitaine Rodier et qui correspond bien à la description que Y. vient de nous donner assistait à nos interrogatoires".

(Renseignements pris, le capitaine Rodier serait le chef du 2^e Bureau à Constantine.)

Y. poursuit : "Après environ 45 minutes d'interrogatoire au bassin, je me suis évanoui, je me suis réveillé dans une cellule où j'étais tout seul (il s'agit de la cellule n° 2 qui figure sur le plan). Quelques heures après, c'est-à-dire vers 9 heures du matin, les mêmes individus sont venus me rechercher : Cherif et l'inspecteur dont je vous ai donné la description m'ont à nouveau passé à la magnéto pendant environ 45 minutes, Cherif me posant toujours des questions. Comme je continuais à me taire, on m'a ensuite emmené au bassin et cela a duré jusqu'à environ midi. Pendant 10 jours de suite, j'ai subi le même traitement matin et soir. J'étais nourri avec un peu de soupe qui était le résidu de ce que mangeaient les soldats cantonnés à cet endroit. On m'a affecté au service des cuisines. J'étais là depuis quelques jours. Le... (ici, la date ne figurait pas *) avril

* Note de J.L.E.

au soir il y avait 34 rations à servir, le lendemain... (la date était absente là aussi *) avril au matin, il n'y avait plus que 24 rations à servir. Pendant la nuit on a entendu de nombreuses rafales rapprochées, le lendemain, j'ai vu cinq cadavres complètement transpercés de balles que l'on était en train de laver et que l'on a photographiés. Quelques jours plus tard, c'était je crois le jour des élections, j'ai vu sept autres cadavres également criblés de balles que l'on lavait et que l'on photographiait. Toutes les nuits on entendait des coups de feu.

Je sais par d'autres détenus qui l'ont vu que les soldats donnaient l'ordre à certains prisonniers de marcher jusqu'au fil de fer barbelé que j'ai fait figurer sur le plan et qu'au moment où ceux-ci atteignaient le fil de fer barbelé, ils tiraient sur eux pour simuler des tentatives d'évasion.

Le camp est extrêmement bien gardé et aucun des prisonniers que j'ai connus ne pouvait songer à s'évader. Il était impossible de le tenter, il aurait fallu au moins une aide extérieure et nous étions privés de toute communication avec l'extérieur".

X. précise : "Mes interrogatoires à la cité Améziane ont été menés à quelques détails près de la même façon. Mais en outre, le 3 avril, on a arrêté ma mère âgée de 52 ans qui, pendant toute une nuit, a été passée à la magnéto et au bassin ; elle a été relâchée le lendemain. Ma nièce âgée de 15 ans a été torturée dans les mêmes conditions au même moment".

W. accusé dans la même affaire dit : "J'ai été

* Note de J.L.E.

détenu à la cité Améziane le... (la date ne figurait pas *) avril (du moins je crois bien qu'il s'agissait du ... avril) et j'ai assisté aux tortures qui ont été infligées à une vieille femme d'environ 50 ans et à une jeune fille que j'ai su être la mère et la nièce de X. ; elles ont bien été passées à la magnéto et à la baignoire comme X. vient de vous l'indiquer". »

La note se poursuivait en décrivant les violences subies par ces détenus lors de leur arrivée à la Prison civile de Constantine.

« Les gardiens nous ont brûlés avec leur cigarette puis nous ont fait manger des excréments et enfin nous ont contraints à avoir des rapports contre nature les uns avec les autres. »

La note précisait : « Tous les détenus nous ont demandé de conserver le silence sur leur nom tant que nous ne serions pas certains de pouvoir leur assurer une sécurité de longue durée. »

Elle se terminait en indiquant que le nommé Chitour Chaabane, qui avait porté plainte contre un gardien qui l'avait frappé, avait d'abord été interné au camp du Hamma puis transféré vers une destination inconnue.

« Il n'a pas été présenté au juge d'instruction qui l'avait convoqué pour le confronter au mois de juillet. En août, M. le juge d'instruction n'avait toujours pas connaissance du lieu de détention de Chitour. »

Il me sembla que cette note avait été rédigée en 1959. Les témoignages étaient ceux de personnes alors détenues et craignant pour leur vie.

Ils firent écho aux paroles entendues à Constantine. L'écrit et les paroles se rencontraient. Trente ans s'étaient écoulés.

* Note de J.L.E.

XXI

Le 20 novembre 1987, à 8 heures, j'avais rendez-vous avec Mouloud Améziane à l'aéroport de Lyon-Satolas. J'ignorais encore que de son vrai nom il s'appelait Mouloud Ben Hamadi. Améziane était le surnom hérité d'un ancêtre.

Au téléphone, il m'avait dit :

— Vous me reconnaîtrez facilement. Je suis grand, j'ai les cheveux frisés, une moustache et je porterai un blouson de cuir noir.

Il ajouta que si je ne le trouvais pas, je pourrais toujours demander « monsieur Mouloud » au barman. Il était connu, on me l'indiquerait.

Je l'avais appelé quelques jours auparavant et je lui avais expliqué pourquoi je souhaitais le voir.

Nous nous retrouvâmes au bar de l'aéroport. Il était effectivement grand. Son visage était très expressif. Il se mit au volant de sa voiture et nous partîmes chez lui, à quelques kilomètres de là. Nous arrivâmes devant une petite maison, toute simple. Son épouse, française, vint au devant de nous. Nous nous installâmes dans la salle à manger. Il s'assit dans un fauteuil. J'appris que les efforts lui étaient déconseillés ; il avait subi deux opérations à cœur ouvert.

Cependant, l'inactivité lui pesait. De temps en temps, durant notre conversation, il prenait une cigarette. Il vivait en France depuis de nombreuses années et se rendait parfois à Constantine. Il demeurait très attaché à l'Algérie mais, comme beaucoup d'autres, avait été très déçu par l'évolution de son pays. Son fils continuait à s'occuper de ce qui restait de l'ancien domaine. Je fus frappé par la ressemblance entre Mouloud Améziane et son père, le bachagha de Constantine. Une photo, encadrée, représentait celui-ci portant ses nombreuses décorations françaises, en particulier celle de l'Ordre de Chevalier de la Légion d'Honneur. Je compris vite que Mouloud Améziane avait adoré et admiré ce père qui avait dit un jour :

— Si vous ouvrez mon cœur vous y trouverez le drapeau français.

Au bout d'une heure de préalables, peut-être plus, il me raconta l'histoire de cette ferme qui portait son nom. Le magnétophone, posé à côté de lui, enregistra ses paroles.

XXII

— Nous avons un domaine qui s'appelait le domaine Améziane...

Ainsi commença-t-il.

Il était très fier de sa famille, une grande famille d'Algérie. En réalité, le vrai nom en était Ben Hamadi. Les origines en étaient kabyles. Mouloud Améziane me dit qu'il descendait directement d'El Mokrani, chef légendaire d'une insurrection du XIX^e siècle contre la colonisation française. Améziane était le surnom donné à un grand-père et, d'après ce qu'il me dit, cela désignait quelque chose de bon, de beau, de généreux. C'est sous ce nom que la famille était connue. Le domaine fut également ainsi baptisé.

Mouloud Améziane vit le jour en 1929. Son père était un des deux bachaghas de Constantine. Bachagha honoraire, c'est-à-dire qu'il ne touchait pas d'argent pour cette fonction. Il était suffisamment riche. L'autre bachagha, le bachagha Lefgoun, était plus âgé.

Mouloud Améziane aimait beaucoup son père, le respectait, l'admirait. Il l'appelait affectueusement « le Papa ».

Il me le présenta comme une sorte de porte-

parole des Musulmans auprès du Préfet de Constantine. Comme celui qui intervenait pour faire reloger des gens, arranger des situations difficiles. Pour illustrer la générosité de son père, il me dit qu'en 1937 il donna, pour une somme symbolique, des terrains à la ville de Constantine afin qu'on y bâtit des logements. Plus tard, c'est ce qu'on appela la cité Améziane ; le bachagha en posa la première pierre. La cité n'avait rien à voir avec le domaine et la ferme dont elle était éloignée.

Le bachagha était un homme de confiance des autorités françaises. Il était de toutes les réceptions officielles, en compagnie des autres notables. Il fit la guerre de 14-18 et fut décoré de la Croix de guerre. En 1940, il fut pétainiste. Mouloud Améziane se rappelait qu'il portait alors une tenue kaki avec quatre étoiles. Puis, plus tard, il aida le Maréchal Juin qui, d'ailleurs, lui adressa des lettres de remerciement. En 1945, il créa un comité d'aide au relèvement de la France. Il collecta de l'argent pour reconstruire le village d'Oradour-sur-Glane et remit un chèque au Général de Gaulle.

Il aspirait à être en bons termes avec tout le monde. Ce pro-Français était l'ami de Ferhat Abbas. Mouloud Améziane se souvint que, dans son enfance, il vit à la ferme des nationalistes du PPA de Messali Hadj. Le bachagha avait aussi des amis communistes. Mais la Chambre de commerce était son seul parti. Il était également un ami de Maurice Papon quand celui-ci fut, pour la première fois, Préfet de Constantine de 1949 à 1951. Le Préfet Papon venait en famille à la ferme, le dimanche, pour y manger, prendre le café. Il y fêta Noël. Il en repartait avec du lait, des fleurs. Les enfants montaient sur des chevaux. La sœur

de Mouloud devint même une amie de la fille du Préfet.

Mouloud Améziane se rappela avoir apporté des cadeaux au Préfet lors d'une fête de l'Aït. En 1954, le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, vint à Constantine. Il décora le bachagha de l'Ordre de Commandeur de la Légion d'Honneur.

Mouloud Améziane naquit d'un premier mariage du bachagha. Il eut une sœur. Il était encore enfant quand sa mère mourut de maladie. Le bachagha se remaria alors avec une femme d'origine juive. Elle s'appelait Reine. La mère de Mouloud était mourante quand son père faisait la cour à cette femme, faisant installer un piano sous ses fenêtres pour la séduire. Ce fut une histoire d'amour. Il n'était pas du tout habituel qu'un musulman et une juive deviennent mari et femme. Les deux communautés entretenaient de complexes rapports faits d'amitiés et de haines. En 1934, des tueries avaient ensanglanté les deux communautés. Leur souvenir demeurait vivace.

J'eux le sentiment que Mouloud Améziane ne pardonnait pas à cette femme d'avoir pris la place de sa mère. De ce mariage naquirent deux enfants : Monique et Jacques. La nombreuse famille vivait sur le domaine.

Sur cent quatre-vingts hectares, on y pratiquait l'agriculture. Le bachagha faisait venir de France du bétail, des bœufs, des taureaux, des veaux, pour la boucherie. Toutes les bêtes avaient un numéro à l'oreille, une fiche signalétique. On les pesait chaque semaine. Tant que la bête profitait on la gardait pour l'engraisser et la vendre ensuite à l'abattoir. Sinon, on la tuait tout de suite, sur place.

Et puis il y avait les vaches laitières. Pas moins de deux cent cinquante. Le bachagha les faisait également venir de France.

Enfin, on cultivait le blé, l'orge.

D'assez nombreux ouvriers travaillaient sur le domaine, plusieurs dizaines.

Mouloud vécut ainsi son enfance. C'est tout naturellement que l'agriculture, l'élevage s'imposèrent à lui. Il partit faire des études en France, à Toulouse.

Une usine de yaourts, petits suisses, crème fraîche, fut montée.

Autour du bachagha, dont la parole ne se discutait pas, la famille vivait dans quatre villas. Les grands-parents demeuraient là aussi. Plusieurs générations se trouvaient réunies.

Le bachagha donnait de vastes réceptions. Il reçut un jour quatre cent cinquante maires de France plus les maires d'Algérie. Une fanfare les accueillit.

Le jeune Mouloud avait des chevaux de course, de nombreux costumes. C'était un fils de famille. Quand il se maria, le 8 mai 1948, les festivités durèrent quinze jours. Pendant plus de six mois, le bachagha avait préparé l'événement. Il s'était livré à de méticuleux calculs politiques. Il connaissait des nationalistes, des communistes, des socialistes, etc. Il lui fallait inviter tout ce monde mais comme il ne voulait pas qu'il y ait d'incident, il décida d'inviter les uns après les autres.

Il y eut trois orchestres. Sylvain Macias et son beau-père, deux musiciens très réputés, étaient là. Mouloud Améziane et Sylvain Macias avaient parfois fait la fête ensemble.

Le bachagha offrit à son fils une Delahayes faite à la main et qui coûta sept millions deux

cent mille francs. Il n'y avait alors, paraît-il, que sept de ces voitures de grand luxe en Europe. En 1949, Mouloud eut une fille ; en 1952, un garçon ; en 1954, une autre fille. Ce qu'il appela le choix du roi doublé.

Quand, en novembre 1954, l'insurrection éclata, la famille vivait toujours sur le domaine. En avril 1955, le bachagha partit en France. En raison de ses options pro-françaises, il craignait d'être victime du FLN. Il se retira donc en France, à Paris, dans un grand hôtel du quartier de la gare Saint-Lazare. Il y resta jusqu'à sa mort, le 14 juillet 1961. Sa famille demeura à Constantine.

Mouloud Améziane prit alors les rênes de la ferme.

— Mes sentiments envers l'insurrection..., me dit-il. Je suis Algérien avant tout, Il fallait bien donner la main, comme tout le monde. J'ai fait le maximum de ce que j'ai pu faire. Ce n'était pas sous la menace. Bien que mon père ait été bachagha, eh bien, qu'est-ce que vous voulez, à partir du moment où il y avait une insurrection, il fallait travailler comme tout le monde...

Il fut contacté. On lui demanda d'abord d'aider financièrement le FLN puis d'héberger. Il accepta. Bientôt, il décida que sa famille vivrait ailleurs. Avec sa femme et ses enfants, il partit vivre en ville. La ferme hébergea des insurgés. La réputation du bachagha en faisait un lieu sûr.

Mouloud Améziane avait embauché un gérant. Il s'appelait Malek Maz. Avec sa femme, il continua à vivre à la ferme. Il occupait le rez-de-chaussée de la villa du bachagha. Malek Maz faisait des livraisons. Il voyait ce qui se passait à la ferme. Parfois, on lui demandait de faire des commissions, de transmettre des messages.

Mouloud Améziane venait le matin à la ferme



dont l'activité avait beaucoup diminué. Il en repartait le soir pour rentrer chez lui.

Un matin, les militaires vinrent le tirer du lit. C'était une rafle. On le fit sortir en pyjama jusque sous le Pont Sidi-Rached. Là, les gens étaient rassemblés. On les contrôlait puis on leur donnait un coup de tampon sur le front ou la main.

Un jour de la deuxième quinzaine d'avril 1958, probablement le 20, le gérant fut arrêté alors qu'il allait chercher le fils de Mouloud Améziane, Abdelatif, à l'école. Mouloud Améziane se trouvait alors à l'usine. L'enfant téléphona pour prévenir son père et demander qu'on vienne le chercher. Quand Abdelatif vit son père, il lui raconta ce qui s'était passé. Deux policiers avaient arrêté Malek Maz dans un magasin et l'avaient emmené. Mouloud Améziane comprit que les choses risquaient de mal tourner. Il partit précipitamment pour Alger. De là, il verrait quelle tournure prendraient les événements.

Le 7 mai, on lui téléphona. C'était le responsable de l'usine.

— Tout est calme, lui dit-il, vous pouvez revenir.

Mouloud Améziane ignorait, bien sûr, que l'employé parlait sous la menace. Le capitaine Renault, des bérets rouges, tenait un pistolet appuyé contre sa tempe.

C'est probablement cette nuit-là que le domaine fut occupé par les bérets rouges. Il était une heure du matin. Ils enfoncèrent les portes en fer et vidèrent les lieux. Tous les objets de valeur disparurent. Les coffres furent ouverts et vidés. Tapis, tableaux, argenterie furent pris. Une Simca neuve, deux Citroën décapotables, une onze cylindres Citroën quittèrent la ferme. Et même un attelage de valeur datant du XIX^e siècle.

Ce fut le pillage.

Comme chez toutes les grandes familles algériennes, il y avait à la ferme une pièce pleine de nourriture. Huile, beurre, couscous, pâtes, viande séchée, viande dans l'huile, sucre, café, etc. Les occupants se servirent.

La femme de Malek Maz, le gérant disparu, habitait toujours à la ferme quand les bérets rouges arrivèrent. Elle en était la seule occupante. Ils rentrèrent chez elle et fouillèrent. Les quelques bijoux qu'elle possédait furent pris. En éven-trant un matelas, ils trouvèrent, caché, un drapeau algérien. Elle fut torturée.

— Elle est devenue comme folle, me dit Mouloud Améziane, elle ne savait plus ce qu'elle faisait.

Le 8 mai 1958, Mouloud Améziane prit l'avion pour revenir à Constantine. Il fit le voyage en compagnie d'un ami de son père, un des plus gros propriétaires d'Algérie, Gratien Faure. L'avion d'Air France atterrit à l'aéroport militaire de Téghehna. Il était inquiet malgré tout. Mais enfin... puisqu'on lui avait dit qu'il n'y avait rien. Il prit un car et se dirigea vers Constantine. En arrivant devant l'agence d'Air France, il vit une jeep avec quatre bérets rouges à bord. Il n'était pas tranquille. Par précaution, il descendit du car par l'arrière. Il alla d'abord voir sa femme et ses enfants. Puis il décida de se rendre à l'usine. Il prit un taxi. Il était vêtu d'un costume noir à rayures.

En arrivant devant l'usine, il descend du taxi. Il voit le portail fermé. Il n'y a personne. Tout d'un coup, il entend des cris :

— Un 4x4 ! Un 4x4 !

Il ignore ce que cela veut dire.

Des bérets rouges jaillissent de l'usine, de l'entrée du domaine. On le fait monter à coups de

crosse, de pied, dans un camion militaire 4x4. On l'emmène vers la ville. Les bérets rouges occupaient un bain maure qui se trouvait sur une place derrière le théâtre. Depuis déjà longtemps, le bain maure était devenu un lieu de tortures et d'interrogatoires. Quand il y avait des rafles, les gens étaient parqués sur la place ; les trois rues qui y aboutissaient étaient fermées par des barbelés. Là, le tri s'effectuait.

La place portait le nom du grand-père de Mouloud Améziane : Ben Hamadi Mohamed Améziane. La famille possédait des bâtiments sur cette place, un fondouk. Le grand-père avait fait construire les cent dix pièces de l'immeuble où l'on confectionnait des burnous, des djellabas, des cachabias.

Mouloud Améziane est poussé dans le hammam. On le bouscule. On l'enferme dans une pièce.

C'est la fin de l'après-midi.

Il passa la nuit ainsi.

Le lendemain, il fut interrogé par des policiers et des militaires. Il reconnut savoir ce qui se passait dans le domaine mais ajouta que, lui, habitait en ville et que cela avait lieu à son insu.

Ils ne furent pas satisfaits. Pourquoi n'avait-il pas informé les autorités ?

Les tortures commencèrent. Là, dans le bain maure.

— J'ai subi le supplice de la bouteille, me dit-il, ajoutant, vous pouvez le voir encore...

On le fit s'asseoir sur une bouteille, en lui appuyant sur les épaules. Les chairs se déchirèrent. Le sang coula.

— Et le supplice d'attacher les..., poursuivit-il, sa phrase demeurant inachevée.

Nu, on le mit contre un mur, les parties atta-

chées avec une corde dont un militaire, assis, tenait l'extrémité. Cela dura deux jours et deux nuits. Peut-être plus encore. Car quand était-ce le jour ? Quand était-ce la nuit ?

A chaque fois qu'il allait s'endormir, le béret rouge tirait brutalement sur la ficelle. Les tortionnaires se relayaient ; lui, étant toujours debout.

— Ça peut se constater jusqu'à l'heure actuelle, me confia-t-il. Depuis, sur le plan..., il n'y a plus rien... J'ai tout fait, j'ai essayé, j'ai vu partout... j'ai perdu ça...

A la suite des coups reçus, il devint également sourd d'une oreille et, d'un œil, sa vue s'affaiblit beaucoup.

Il demeura prisonnier au hammam les 8, 9, 10, 11, 12 mai. C'est du moins ce qu'il lui sembla.

Pendant ce temps, le capitaine Rodier circulait en ville avec la Delahayes que le bachagha avait offerte autrefois à son fils. Il se servait aussi de la luxueuse Packardt du bachagha.

Le 12 mai, le capitaine Renault vint voir le supplicié au hammam. Il portait un de ses costumes. Mouloud Améziane avait laissé ses costumes, chemises, cravates, à la ferme. Le capitaine s'était servi.

Il avait un carnet de chèques trouvé à la ferme.

— Tu as aidé les fellaghas, tu leur as donné des sous, dit-il. Tu vas me donner des sous pour le Comité de salut public !

Mouloud Améziane refusa, disant qu'il n'avait plus d'argent. Mais le capitaine était allé à sa banque, la BNCI, et avait examiné son compte. Il avait de l'argent. Il devait payer.

— Sinon, on va te tuer ! menaça le capitaine.

Mouloud Améziane fit un chèque d'un million. L'ordre demeura en blanc. Plus tard, il put cons-

tater que le chèque fut bien débité. Il était à l'ordre du Comité de salut public.

Le 13 mai, Mouloud Améziane était toujours aux bains maures. Le capitaine Renault vint le chercher. Il lui fit mettre une cachabia et le fit monter à ses côtés dans une « Ariane ».

— Aujourd'hui, c'est le 13 mai, lui dit-il, c'est la fête du Comité de salut public !

Mouloud Améziane entendait des haut-parleurs. Le théâtre de Constantine était juste derrière.

— Tu entends les micros ? demanda le capitaine.

— Oui...

— Eh bien, maintenant, on va aller faire un tour !

La voiture prit la rue Nationale, se dirigea en dehors de Constantine, vers la piscine. Il pensa aux gorges du Rhummel, profondes de deux cents mètres. Il crut sa fin prochaine. Il s'attendait à être abattu puis jeté au fond du ravin.

Mais rien ne se passa.

— C'est juste pour faire une promenade ! lui dit le capitaine.

La voiture fit le tour de la ville et revint au hammam. On entendait des voix au micro. Il fut ramené dans sa cellule.

Le lendemain, mais peut-être était-ce le surlendemain, on vint le chercher. On recouvrit son visage d'une cagoule en plastique. On le ficela. On le jeta dans une voiture. Il pensa qu'on allait le tuer. Son angoisse devint d'autant plus vive qu'il ne pouvait respirer qu'avec difficulté, la cagoule l'étouffant.

Le véhicule stoppa. Il crut que l'instant de l'exécution était venu. On retira le sac qui lui recouvrait le visage.

Il était à la ferme.

Immédiatement, on le fit rentrer dans la petite niche en ciment du chien. Il mesurait un mètre quatre-vingt cinq et pesait une centaine de kilos.

— Il fallait rentrer comme un bouchon que vous enfoncez dans une bouteille, me dit-il.

Les tortures et les coups reçus au hammam l'avaient déjà beaucoup affaibli. Il demeura dans la niche peut-être dix jours. Il vécut dans l'attente de la mort.

Du jour au lendemain, elle pouvait surgir.

On lui donnait à manger comme aux chiens, dans une gamelle en aluminium.

Il percevait un brouhaha, des cris. Il comprit que d'autres personnes étaient prisonnières à la ferme.

Il entendit prononcer son nom :

— Ils ont amené Mouloud Améziane !

Quand il sortit de la niche, ce fut pour aller dans la cellule un. Il y retrouva un hadj, c'est-à-dire quelqu'un ayant fait le pèlerinage de la Mecque. C'était un important commerçant spécialisé dans les stocks américains. Il était de la famille Bouras.

On leur rasa le crâne. On leur crachait dessus. On leur donnait des coups de pied au derrière.

— Rien, me dit-il, au regard de ce qu'il avait souffert.

Parfois, un appelé venait dans la cellule et disait à un autre :

— Viens ! viens ! je vais te montrer le propriétaire, le fils Améziane, il est là !

Une fois, on lui permit de sortir de sa cellule pour aller laver sa gamelle. Il se dirigea vers le bassin situé dans la cour et qui, autrefois, servait d'abreuvoir pour les bêtes. En lavant sa gamelle,

il entendit une voix qui l'appelait. Elle venait de la cellule quatre, à sa gauche.

— T'entends ? t'entends ? demandait la voix.

— Qu'est-ce qu'il y a ? répondit-il prudemment.

— Je suis Saïd...

Saïd était le principal des laitiers de la ferme. Mouloud Améziane pensait que c'était lui qui avait donné son nom aux militaires.

— Alors, lui dit-il, c'est comme ça que tu m'as vendu !

— Je te jure, protesta Saïd, c'est pas moi, c'est Malek ! C'est lui qui a dit que j'étais dans le coup et on est venu me chercher.

— Ça ne fait rien, lui dit Mouloud Améziane. De toutes façons, c'est pas grave...

Il ne reverra plus jamais Saïd. Pas plus que Malek Maz. Tous deux furent abattus.

Sa gamelle nettoyée, il retourna vers sa cellule. Un béret rouge sortit de la villa. D'une main, il tenait en laisse deux gros bergers allemands. De l'autre, il tenait une mitraillette. Il lâcha les chiens comme il était habituel de le faire contre d'autres détenus.

— Attaque ! leur dit-il.

L'un des chiens était noir ; l'autre, couleur fauve. Ils s'élancèrent sur Mouloud Améziane. Mais, en arrivant à ses pieds, ils se couchèrent, levant les pattes en l'air.

Le béret rouge était désorienté. Pourquoi ne mordaient-ils pas comme ils le faisaient d'habitude ?

— Attaque ! sale chien, attaque ! attaque ! criait-il.

Les chiens demeurèrent allongés.

Se tournant vers le béret rouge, Mouloud Améziane lui dit :

— Jamais un chien ne mord son maître. Si je

leur disais de vous attaquer ce serait autre chose, mais vous êtes armé...

Il abaissa la tête et se dirigea vers sa cellule.

— C'est toi Améziane ? demanda le parachutiste.

— Oui, c'est moi Améziane, répondit-il en se retournant.

Puis il revint à sa cellule.

Elle se trouvait à droite, juste en entrant dans la ferme. Elle était à côté du bureau des entrées.

Une nuit, ou plutôt, se rappela-t-il, un matin vers cinq heures, il entendit un camion. C'était, me dit-il, un mercredi. On vint le chercher.

— Améziane !

Il sortit de sa cellule. On le poussa vers le camion.

— Monte ! lui ordonna-t-on.

Une vingtaine de détenus étaient déjà sur la plate-forme du camion.

Il tenait d'une main la ridelle, le pied gauche appuyé, prêt à monter, quand il entendit :

— Améziane, laissez-le !

Il faisait encore nuit. La voix provenait du balcon de la villa. Il crut reconnaître le capitaine Rodier.

Le militaire l'agrippa par le col de sa veste et lui dit :

— Retourne à ta place !

Le camion démarra.

Il entendit des coups de feu, des rafales de mitraillette. Il pensa que cela venait de Chettaba. Quelques instants plus tard, il entendit le camion revenir. Par les jours de la porte en bois de ce qui, auparavant, était un magasin pour l'orge, le blé, les pois chiches, les fèves, il regarda. Le camion s'arrêta juste en face.

Il était vide.

Par la suite, d'autres détenus lui confirmèrent que ceux qu'on avait emmenés n'étaient plus revenus.

— On entendait des cris, oh là, ça n'est pas la peine ça... oh là ! de gens qui étaient torturés, se rappela-t-il. C'était abominable. C'était la nuit, le jour.

Les militaires criaient aussi. De nouveaux détenus arrivaient, à la suite de rafles.

— Descendez, bande de cons ! hurlaient leurs gardiens.

Un jour, on vint le voir.

— Ta sœur a parlé à la tsf, lui dit-on. Elle a jeté le voile.

— Vous rigolez, répondit-il, ma sœur n'a jamais été voilée...

Monique Améziane vint voir son demi-frère à la ferme. Elle portait une robe noire sur laquelle il y avait un macaron bleu-blanc-rouge en papier, en forme de rose. Il lui sembla qu'elle avait des yeux bizarres. Il se dit qu'elle avait bu.

— Mon frère, lui dit-elle, je viens de manger avec le Général Gilles et avec monsieur Soustelle. On m'a promis de te libérer.

Il fut choqué par sa tenue et la renvoya. Sans même lui dire au revoir, il retourna dans sa cellule.

C'était le 26 mai 1958.

Le lendemain, elle revint avec les papiers permettant sa libération. Sa belle-mère, Reine, était là. Ils s'éloignèrent de la ferme en taxi.

Souvent, des gens s'approchaient de la ferme. Des femmes voilées, des vieux. Ils tentaient d'obtenir des nouvelles de membres de leur famille.

Quand Mouloud Améziane quitta la ferme, ils le maudirent. Son nom était devenu chargé de malédiction. D'autant plus que beaucoup crurent

que le bachagha avait donné son domaine aux militaires.

Il reprit son travail à la laiterie, à vingt mètres de la ferme. Il se savait surveillé. Il n'avait plus aucun contact avec le FLN.

Et puis, un jour du mois de juillet 1958, alors qu'il revenait à l'usine après avoir fait de la prospection chez des clients, on lui annonça que le capitaine Renault était venu et l'avait demandé.

Il y avait deux sentinelles devant la porte du domaine. Il se présenta. Le capitaine Renault le fit arrêter.

On l'enferma dans la cellule sept. C'était un hangar de soixante mètres de long sur quatorze de large. Autrefois, on y mettait des moutons, des brebis, des agneaux. Là, il retrouva beaucoup d'autres détenus, une centaine. Par terre, il y avait de la paille récupérée dans les greniers et qui, avant, servait de litière pour les bêtes. Les détenus dormaient dessus.

Dans un coin, entouré de grillage, il vit sa Delahayes et la Packardt. Les sièges déchirés, les pneus crevés.

Parmi ses co-détenus, beaucoup étaient là sans raison. Certains étaient âgés. On les avait arrêtés parce que des membres de leur famille étaient suspects. Ils l'étaient ainsi devenus eux-mêmes.

Là, il ne fut plus torturé.

A côté de cette cellule, on avait installé des tonneaux dans lesquels les prisonniers faisaient leurs besoins. Ils montaient les escaliers d'une baraque en bois et les tonneaux étaient installés en dessous.

C'étaient de grands tonneaux de deux cents litres qui avaient contenu de l'huile ou du mazout. Les militaires venaient dans l'ancienne étable et

appelaient :

— Améziane ! Va vider la merde !

Avec une boîte en ferraille, il fallait qu'il vide la merde d'un tonneau pour en remplir un autre. Cela leur faisait plaisir. Voilà ce qu'ils pouvaient faire avec l'ancien propriétaire de la ferme.

Lui qui, comme les autres détenus, savait que la mort pouvait survenir à chaque instant, obéissait. Mais il affectait du détachement, comme si cela ne le gênait pas, ne l'humiliait pas. Tout en transvasant la merde avec la boîte de conserve, il sifflait.

Chaque jour, il entendait des compagnons raconter que d'autres avaient été emmenés. Ceux-là, on ne les revoyait plus.

La mort rôdait. Lui-même voyait des camions emporter des gens. Et puis, dans la cellule sept, on venait chercher des détenus pour la torture. Certains revenaient presque morts. D'autres ne revenaient pas.

Il se rappela Cheriff Tebessi entrant dans la cellule et disant :

— Ecoutez, les Arabes ! Il y a un Bon Dieu en haut et moi je suis le Bon Dieu en bas !

Il avait droit de vie et de mort.

Les tortures faisaient la vie quotidienne de la ferme.

— Les tortures, c'était éternel... me dit Mouloud Améziane.

Un matin, les prisonniers étaient rassemblés dans la cour pour le lever des couleurs. Un officier prit la parole.

— Nous remercions, dit-il, le bachagha Améziane d'avoir bien voulu mettre son domaine à notre disposition...

Des rangs des prisonniers, une voix murmura :

— Son fils est prisonnier chez lui, avec nous, ici !

— Qui a dit ça ? demanda l'officier garde mobile.

Personne ne répondit.

Au bout d'un temps dont il ne se rappelait plus très bien, il fut transféré au camp de Hamma-Plaisance. Puis à El Milia.

Fin avril, début mai 1959, on lui signifia qu'il était libéré. Il eut quarante-huit heures pour quitter l'Algérie. Il rejoignit son père à Paris, à l'hôtel Terminus. L'ancien bachagha ne lui fit jamais de reproches.

Ce récit lui demanda des efforts. De mémoire d'abord. Il avait été arrêté deux fois et les époques se fondaient. Mais, peu à peu, la trame s'était reformée.

Cela réveilla des souffrances. Il demeurait blessé dans son corps et son esprit par les tortures subies.

Comme nous continuions à bavarder, Mouloud Améziane et sa femme me dirent qu'en 1964, quand ils reprirent possession de la villa, ils trouvèrent du sang séché sur les murs. La peinture mise par les militaires n'avait pu faire disparaître toutes les traces. De très nombreuses personnes venaient aux portes pour voir ces lieux où des membres de leur famille avaient disparu.

Un jour, il découvrit, en dehors du domaine, un charnier d'environ quarante cadavres.

Nous passâmes la journée ensemble. Le midi, nous mangeâmes le couscous et, en fin d'après-midi, il me reconduisit à l'aéroport. Il me parla de Monique, sa demi-sœur, avec laquelle il fut longtemps brouillé, et me conseilla de la rejoindre pour qu'elle me confirme ce qui s'était passé.

En revenant à Paris, je songeai au tragique destin de cet homme et de son domaine. A aucun moment il n'avait eu de parole de regret pour les souffrances endurées. Les choses avaient été ainsi. Il n'y avait aucune haine, rien qui ressemblât à un désir de vengeance.

XXIII

Monique Améziane ne souhaitait pas parler. La page était tournée. Elle s'était fait une autre vie. Ou plutôt, le passé était fait de tant de douloureux souvenirs qu'elle me sembla vouloir l'oublier. Ses plus proches amis ignoraient son histoire. Néanmoins, elle accepta de me voir et me parla peu à peu.

En mai 1958, Monique Améziane est une jeune fille de dix-huit ans. Elle prépare son bac et c'est là son souci essentiel. Elle ignore tout de la politique. Elle est interne au lycée Lapérière, à Constantine.

Un jour, c'est un samedi, on vient la chercher au lycée. On lui met un marché en main. Ou bien elle fait ce qu'on lui demande, enlever le voile devant la foule, et son frère aura la vie sauve. Ou bien elle refuse et son frère sera tué. A un moment donné, on lui fait aussi choisir entre son bac, auquel elle tient tant, et son frère. Elle choisit de sauver Mouloud.

Les démarches des militaires auprès d'autres femmes de Constantine ont échoué ; ils se sont tournés vers elle.

Elle pleure. On la contraint à se prêter à un

simulacre. Jamais de sa vie, en effet, elle n'a porté le voile.

Elle fait donc ce qu'on lui demande. Elle devient l'exemple de la jeune fille musulmane fidèle à la France qui appelle les autres femmes à rejeter les traditions. Des Juifs de Constantine la félicitent et la comparent à Esther. La jeune fille ne comprend pas le sens de cette comparaison. Elle ignore l'histoire biblique d'Esther, la jeune Juive, dont Racine tira une tragédie. Au risque de sa vie, Esther s'était rendue auprès du roi Assuérus, qui ignorait ses origines, pour sauver le peuple juif du massacre. Elle en obtint l'autorisation pour le peuple juif de massacrer ses ennemis. Sur la Place du Théâtre, le moment venu, Monique Améziane se sent comme portée par la foule, grisée par les acclamations.

Elle participe à une réception où se trouvent Jacques Soustelle, l'ancien Gouverneur général de l'Algérie, et le Général Gilles. C'est là qu'on lui demande :

— Qu'est-ce que vous voulez, le bac ou la libération de votre frère ?

Elle se rend à la ferme le jour même. Elle porte une robe bleue et une cocarde tricolore. Le chemisier a été confectionné sur elle tandis qu'elle pleurait. On lui a donné une allure de Marianne.

Contrairement à ce que croit son frère quand il la voit, elle n'a pas bu. Mais les événements qu'elle a vécus l'ont mise dans un état second.

Quand elle retourne au lycée, elle est félicitée par les jeunes Françaises mais son dictionnaire Gaffiot est déchiré par de jeunes musulmans.

Quant à l'Agha qui a servi d'intermédiaire pour l'informer du marché et qui l'a chaperonnée le jour dit, il est abattu par le FLN peu de temps après. De Paris, son père écrit à sa mère pour lui

reprocher de l'avoir laissée commettre son geste.

« Tu as signé l'arrêt de mort de ta fille » écrit-il.

En fait, elle n'est pas menacée. A Constantine, on n'est pas dupe des raisons de son acte.

Sa mère reçoit un message de Malek Maz, le gérant de la ferme, lui demandant de le sauver. Elle fait vainement une démarche en sa faveur.

Alors, tout commence autour du 13 mai 1958. Le 26 avril 1958, le Préfet de police de Constantine, qui a succédé à sa poste à Maurice Papon, délègue au Général Gilles les pouvoirs spéciaux qu'il détiendrait en qualité de commandant de l'ordre de Préfet, également lieutenant général de l'administration, à l'appel de son Chef.

Le 1^{er} mai, le Général Gilles, commandant le Corps d'armée de l'Algérie, arrive à Constantine. Il est en tenue.

Le 2 mai, le Général Gilles, en tant que commandant du Corps d'armée de l'Algérie, arrive à Constantine. Il est en tenue.

Le 13 mai, un Comité de salut public militaire est créé, ses fonctions à Alger sous la présidence du Général Mureau. Il est formé des Colonels Ducastel, Trippier, Thévenaz ainsi que de la garnison : Bocher, Lemaire, Mouron, Gauthier, Monnier, etc. Le Général Gilles déclare prendre en main les destinées de l'Algérie.

Le 14 mai, dans un communiqué commun, le Préfet Gilles et le Général Gilles proclament : « L'Algérie algérienne est née. Le 14 mai 1958, la destruction de l'Algérie française est terminée. La destruction

XXIV

Ainsi, tout commença autour du 13 mai 1958.

Le 26 avril 1958, le Préfet de police de Constantine, qui a succédé à ce poste à Maurice Papon, délègue au Général Gilles les pouvoirs spéciaux qu'il détient en matière de maintien de l'ordre. Ce Préfet, également Inspecteur général de l'administration, s'appelle Jean Chapel.

Le 1^{er} mai, le Général Loth, Commandant le Corps d'armée de l'Est algérien, quitte Constantine. Il part en retraite.

Le 2 mai, le Général Gilles devient Commandant du Corps d'armée de Constantine et des troupes de l'Est algérien.

Le 13 mai, un Comité de salut public militaire et civil est constitué à Alger sous la présidence du Général Massu. Il est formé des Colonels Ducastel, Trinquier, Thomazo ainsi que de La-gaillarde, Bordier, Arnould, Moureau, Gauthier, Montigny, Lefebvre. Le Général Salan déclare prendre en main les destinées de l'Algérie.

Le 14 mai, dans un communiqué commun, le Préfet Chapel et le Général Gilles proclament : « ... notre ennemi est et demeure le fellagha dont nous poursuivrons, en commun, la destruction ».

jusqu'à la victoire. » A Constantine, des cortèges manifestent aux cris de « l'Armée au pouvoir ! ». Un Comité provisoire de salut public est formé. Son président est un dénommé Lochard. En sont membres : Vigliano, Testanière, Damiron, Benmati, Guaraccino, Canat, Hollender, Allouache, Benamghar. Dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 mai, le Général Gilles prend tous les pouvoirs, civils et militaires, dans l'Est algérien.

A la radio, il déclare :

— Dans les heures sérieuses que nous traversons, je viens de recevoir du Général Salan lui-même, dépositaire des pleins pouvoirs en Algérie, la délégation correspondante pour l'Est algérien. Je sais votre volonté de voir l'Algérie demeurer française et votre désir de la sentir protégée de toutes les menaces. C'est dans ce sens que j'emploierai ces pouvoirs, en poursuivant avec vous la destruction des fellaghas... »

Le Comité provisoire de salut public appelle les Constantinois et Constantinoises à venir nombreux, devant le Théâtre municipal, le samedi 17 mai à 14 h 30. « Vous donnerez la preuve, dans l'ordre et la discipline, de votre foi patriotique et de votre détermination en faveur de l'Algérie française. »

Le Général Salan nomme le Colonel Godard chef de la Sûreté en Algérie.

Dans son Communiqué numéro 4, le Comité provisoire de Salut public de Constantine s'adresse au Général Salan : « Groupés sous les ordres du Général Gilles, nous vous assurons de notre dévouement total et sans réserve. »

Dans son communiqué numéro 5, il annonce qu'il siège en permanence au Théâtre municipal, en plein accord avec le Général Gilles. Il va être complété incessamment par des officiers désignés.

Le samedi 17 mai, à partir de 14 h 30, une foule évaluée à trente-cinq mille personnes crie des slogans : « Algérie française ! », « Pflimlin démission ! », « Bourguiba au poteau ! », « Massu ! Massu ! ». On chante « La Marseillaise ». Dans la foule, on voit des membres des Unités territoriales et des bérets rouges. Le Président du comité de salut public, Lochard, et le caïd Boudemah prennent la parole. Lochard annonce la présence à Alger de Jacques Soustelle. Le Général Gilles s'adresse à la foule.

« La foule s'écoule ensuite, lentement, écrit *La Dépêche de Constantine*, créant dans toutes les artères de la cité des embouteillages monstres. Des jeunes gens, jeunes filles, lycéens, collégiens, étudiants, infatigables, forment alors de joyeux monômes et parcourent les rues en chantant et en brandissant les drapeaux. L'Armée, des bérets rouges, se mêlent à eux. Il est 18 h, le Forum est dégagé mais, en divers points de la ville s'élèvent des rumeurs : « Algérie française ! Algérie française ! ».

Le Comité de salut public a siégé sans interruption, de 8 h à 14 h. Etaient présents : le colonel Lemire, le commandant Leblond, les capitaines Guillemot, Renault, Rochier (mais n'est-ce pas Rodier ?), le lieutenant Simon.

A Alger, Jacques Soustelle demande à des femmes musulmanes d'enlever symboliquement leur voile.

Le 19 mai, le Général de Gaulle déclare :

— Je me tiens à la disposition du pays.

Le Général Salan nomme le Général Gaston Jarrot Préfet de Constantine par intérim.

Le lundi 26 mai, Jacques Soustelle est en visite à Constantine. A 12 h 30, il pénètre au Théâtre où siège le Comité de salut public.

« Un théâtre pavoisé, drapé de tricolore, avec une tribune en avancée au premier étage », écrit *La Dépêche*. C'est de là que les discours sont prononcés. Lochard s'exclame :

— Nous faisons le serment de ne plus nous laisser berner. Français nous sommes, Français nous vivrons, Français nous mourrons ! »

Le Général Noguès lit un message du Général Salan. La foule acclame le nom de Salan.

Le docteur Sid Cara prend la parole. Les haut-parleurs répercutent sa voix.

— Je ne puis pas ne pas évoquer le souvenir de mon cher lycée et de mes maîtres, de mes maîtres qui ont fait de moi un homme libre. Je me souviens de l'un d'eux qui me posait un jour cette question : « Qu'est-ce que tu es ? ». Je lui répondis : « Je suis musulman ». Il me tira alors amicalement l'oreille en me disant : « Non ! Tu es Français, ne l'oublie jamais ! ».

Le Cheikh Lakhdari Abdellali, imam de la mosquée Sidi-El-Ketani, s'efforce de démontrer, dans un message destiné aux musulmans, que l'intégration dans la France ne porte pas atteinte au libre exercice des pratiques religieuses. Il affirme que les coutumes telles que le port du voile n'ont rien à voir avec la religion islamique.

« Femme, brise tes chaînes ! » s'écrie-t-il. « Et toi, homme, appuie-toi sur ta femme, ton égale ! ».

Rendant compte de cette manifestation, *La Dépêche de Constantine* du 27 mai écrit :

« Aussitôt, cette grande voie autorisée fut suivie dans ses conseils. Une jeune musulmane, M^{lle} Améziane, fille de bachagha, arracha son voile et invita toute femme musulmane à suivre son exemple. Une formidable ovation salua ce geste et "La Marseillaise", hymne de liberté — donc de l'émancipation — retentit, chantée par la foule. »

Puis, Jacques Soustelle affirme :

— De Gaulle a toujours tenu ses promesses !

La Dépêche de Constantine du 27 mai publie des photos. Sur l'une d'elles, on voit Monique Améziane, vêtue d'une robe couverte de larges rayures, peut-être tricolore, une cocarde à la poitrine. Un militaire coiffé d'un képi lui tient le micro. Elle lit un texte sur une feuille qu'elle a à la main. La photo est ainsi légendée : « Une jeune musulmane, M^{lle} Améziane, fille de bachagha, vient d'ôter spontanément son voile et invite toute femme arabe à suivre son exemple. »

En lisant cela, je ne cessais d'avoir présent à l'esprit ce que m'avait raconté Monique Améziane.

Après avoir, comme on le sait, été nommé chef de corps d'État des généraux de l'Armée de l'Air, le général Robert Davenez, qui fut lui-même un officier de l'Armée de l'Air, fut nommé commandant en chef de la région de l'Algérie. Il fut nommé à ce poste en 1962, dans la période de la guerre d'Algérie. Il fut nommé à ce poste en 1962, dans la période de la guerre d'Algérie. Il fut nommé à ce poste en 1962, dans la période de la guerre d'Algérie.

Le 10 janvier 1962, dans la période de la guerre d'Algérie, le général Robert Davenez, qui fut lui-même un officier de l'Armée de l'Air, fut nommé commandant en chef de la région de l'Algérie. Il fut nommé à ce poste en 1962, dans la période de la guerre d'Algérie. Il fut nommé à ce poste en 1962, dans la période de la guerre d'Algérie.

XXV

En 1963, à Constantine, en Algérie, il y avait à l'Etat-Major un Commandant qui s'appelait Rodier. Il portait des lunettes teintées et semblait voir difficilement. Il se tenait toujours un peu à l'écart, répétant les officiers qui avaient eu des expériences.

Au mois d'avril 1961, le Commandant Rodier participa activement, à Constantine, à la tentative de coup d'Etat des généraux Challe, Salan, Jouhaud, Zeller. Il projetait d'arrêter le Préfet de Constantine, Mahdi Belhaddad, mais ce fut lui qui fut arrêté et mis à la prison civile de Constantine. Il s'y retrouva avec des co-détenus algériens qui étaient passés par la ferme Améziane. Ils le reconnurent. Il eut un œil crevé. Son emprisonnement fut bref et il ne comparut jamais devant un tribunal.

Le 10 janvier 1962, dans sa déposition au procès du prêtre Robert Davezies, l'ex-député Fonlupt-Esperaber raconta comment il avait signalé au délégué général du gouvernement en Algérie, Paul Delouvrier, le cas du Commandant Rodier. Paul Delouvrier lui avait répondu que les faits évoqués étaient exacts mais que cet officier avait rendu de tels services qu'il ne pouvait être question de l'inquiéter *.

* Le 26 décembre 1989, Paul Delouvrier, que j'avais contacté une première fois alors qu'il présidait une séance

En 1963, à Constance, en Allemagne, il y avait à l'Etat-Major un Commandant qui s'appelait Rodier. Il portait des lunettes teintées et semblait voir difficilement. Il se tenait toujours un peu à l'écart, fréquentant les officiers qui avaient eu des sympathies pour l'OAS.

XXVI

Un dimanche matin du mois de janvier 1988, le téléphone sonna. L'épouse de Mouloud Améziane m'apprit que son mari était mort en Inde, à New Dehli, le 30 décembre 1987. Il avait succombé à une crise cardiaque.

Jacques, son demi-frère, me dit que le corps fut ramené à Constantine. Avant d'être mis en terre, il reposa toute une nuit dans la ferme où, au matin, eut lieu la levée du corps.

d'un colloque d'histoire sur « les Français et la guerre d'Algérie », me dit, au téléphone, qu'il n'avait jamais entendu parler de la ferme Améziane...